



25

Rapport d'activité



maine-et-loire.fr

 Département de Maine-et-Loire

DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE

anjou



Interview

Florence Dabin, Présidente du Département, à propos de la stratégie du Département pour l'autonomie.

L'année 2025 fut celle de l'autonomie, pourquoi avoir choisi cette thématique ?

Le Département de Maine-et-Loire a effectivement fait le choix de placer l'année 2025 sous le signe de l'autonomie. Au-delà du fait que cela rentre dans notre champ de compétences, je suis fondamentalement persuadée que nous avons un devoir d'anticipation sur ce sujet. Nous sommes en effet face à un enjeu qui est essentiel pour notre société et qui, en raison de l'évolution de la démographie de notre pays, va aller en s'amplifiant. Lorsque l'on sait, par exemple, que le nombre de personnes qui ont entre 75 et 84 ans devrait augmenter de près de 50 % sur la période allant de 2020 à 2030, nous avons l'obligation de préparer le Département à affronter cette situation.

Quelles sont les actions mises en place par le Département pour favoriser l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap ?

Pour répondre à votre question, je voudrais vous partager deux éléments qui, pour moi, correspondent parfaitement à notre volonté politique dans ce domaine. D'abord, je veux vous rappeler que le Département a débloqué pour ce mandat une enveloppe exceptionnelle de 18 M€ destinée à accompagner les Ehpad dans leurs projets de rénovation et d'amélioration de l'habitat. La séquence météo exceptionnelle que nous avons vécue fin mai nous montre que nous avons raison d'accompagner les établissements sur ces questions. Par ailleurs, nous avons annoncé en février 2025 la création de 240 nouvelles solutions d'accueil pour les personnes en situation de handicap. Cette volonté s'inscrit dans le cadre du schéma départemental de l'autonomie qui a été adopté par les élus et qui court jusqu'en 2028.

Le salon du bien vieillir, organisé en novembre 2025, a donc été le point d'orgue de cette année dédiée à l'autonomie ?

Pour la première édition de ce Salon du Bien vieillir en Maine-et-Loire, nous avons souhaité être en prise directe avec les préoccupations les plus immédiates des habitants, parce que nous savons qu'ils ont besoin de solutions simples et efficaces. Grâce à la présence de nombreux exposants, grâce également à des tables rondes, nous avons pu partager des pistes de réflexion ou des idées susceptibles d'améliorer le quotidien de nos aînés. Le pragmatisme a été notre fil conducteur pour cette manifestation. La bonne nouvelle, c'est que le succès a été très clairement au rendez-vous, et nous travaillons depuis plusieurs mois déjà à la deuxième édition de ce salon, en prenant en compte les demandes d'amélioration des visiteurs et des exposants. Je vous donne rendez-vous le 10 novembre prochain au Centre de Congrès d'Angers pour l'édition 2026 du Salon du Bien Vieillir.



Alimentation et longévité : comment mieux manger pour bien vieillir ?

15 h à 16 h

Dr Hélène RIVIÈRE

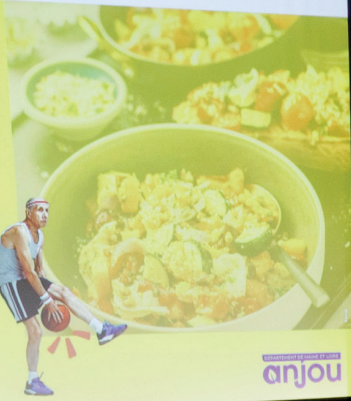
Praticienne hospitalier au CHU d'Angers, Service de Médecine Gériatrique, Responsable de la filière Gériatrique du groupement hospitalier de territoire de Maine-et-Loire

Ingrid LE POTTIER

Diététicienne en santé publique, membre de l'association « Du pain sur la planche »

Dr Gérald KIERZEK

Médecin urgentiste à l'Hôtel-Dieu de Paris, directeur médical de Doctissimo et chroniqueur médical et scientifique



Posez vos questions !
Fabrice GASDON - 06 07 37 85 18

anjou



1^{er} salon du bien-vieillir en Anjou

SOMMAIRE

Le Département... ... en chiffres

PAGE 6

2025... ... en images

PAGE 7

Assemblée départementale, organigramme des services

PAGE 8

Partie 1

Biodiversité et transition énergétique

PAGE 11

- 12 Réussir la transition écologique et énergétique
- 15 Agir pour une eau et une alimentation de qualité

Partie 2

Culture, éducation et jeunesse

PAGE 16

- 17 Accompagner la jeunesse pour une réussite éducative et sportive
- 18 Renforcer la culture et le patrimoine comme vecteur de lien social

Partie 3

Famille, santé et autonomie

PAGE 20

- 21 Protéger les enfants et garantir leur avenir, accompagner les familles
- 22 Agir pour bien vieillir et mieux vivre son handicap

Partie 4

Bien-être et attractivité

PAGE 24

- 25 Accompagner les plus précaires vers l'emploi et le logement
- 27 Promouvoir l'attractivité et l'équilibre du territoire

Partie 5

Vie au sein de la collectivité

PAGE 30

- 31 Optimiser l'usage de l'argent public et renforcer le suivi et l'accompagnement des satellites départementaux
- 32 Soutenir nos agents, accompagner la transition numérique de l'administration et la montée en qualité du service public

Partie 6

Famille départementale

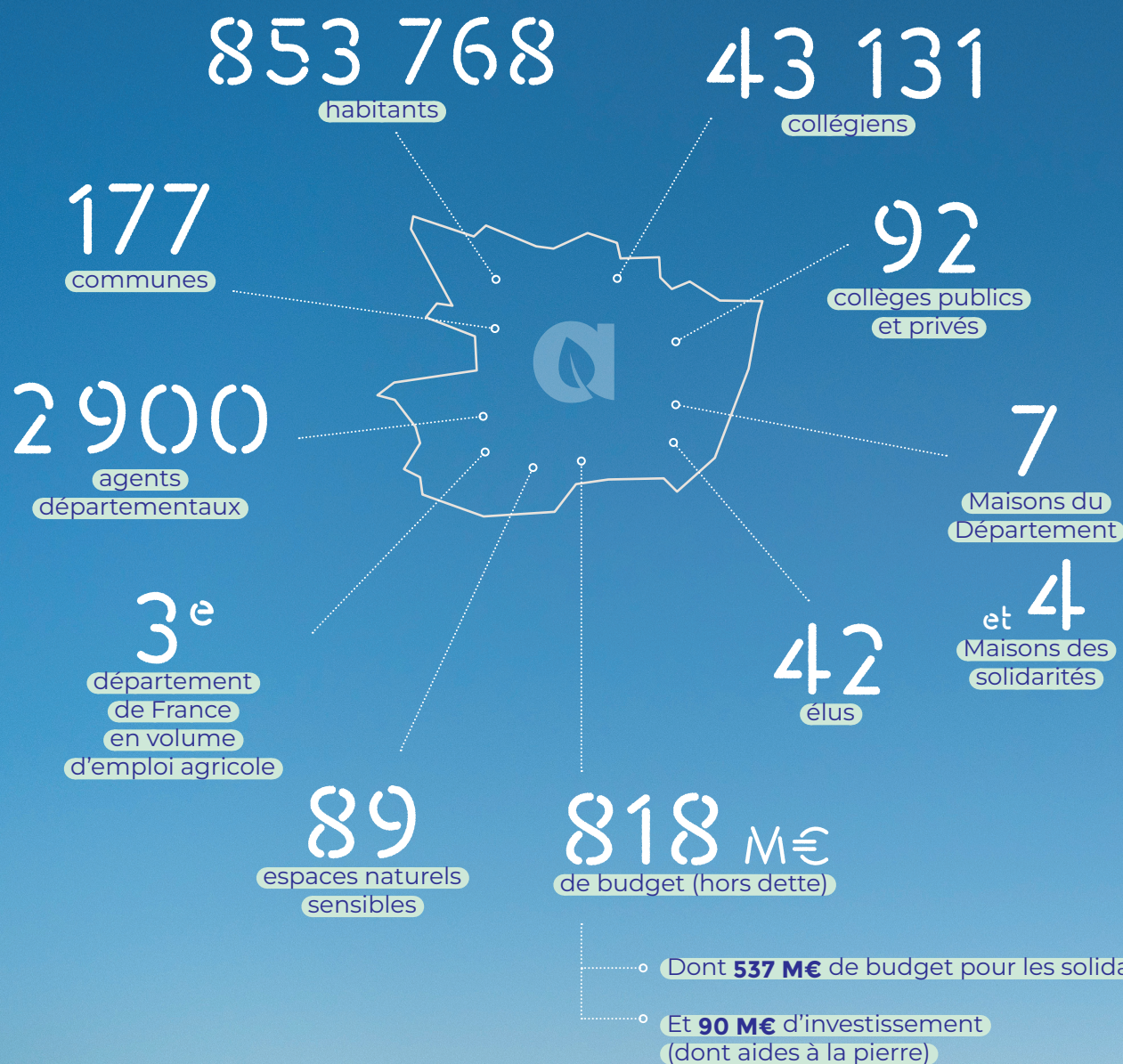
PAGE 36

Partie 7

Informations financières

PAGE 44

Le Département en chiffres



Sources :

Insee 2023
DRAAF Pays-de-la-Loire
Département de Maine-et-Loire

Île de Béhuard

2025... en images



Janvier

Festival Premiers Plans d'Angers
Inauguration des Maisons du Département (photo)



Février

Les Entretiens littéraires de la Collégiale (photo)
Salon international de l'agriculture



Mars

Résonances Saint-Martin (photo)
Forum des métiers publics à l'Hôtel du Département



Avril

Le Château lâche les chevaux
Les incontournables aux Archives
La dictée du Tour
Inauguration de l'hébergement d'urgence au lycée Wresinski (photo)



Août

Exposition Naturalia 2 au château du Plessis-Macé (photo)
Atelier théâtre répit pour les jeunes aidants au château du Plessis-Macé



Juillet

Forum des Maires
Tour de France femmes avec Zwift (photo)



Juin

75 ans du Festival d'Anjou (photo)
Journée Saveurs d'Anjou dans les collèges
Journée départementale de soutien aux aidants
Ébullitions au BiblioPôle



Mai

Tournée du MuMo x Centre Pompidou en Maine-et-Loire (camion-musée)
Forum vie amoureuse et affective
Fête de la biodiversité (photo)



Septembre

Les Accessibles en MDA
Journées européennes du patrimoine
Exposition « Songes de papier » de Benjamin Lacombe à la Collégiale Saint-Martin (photo)



Octobre

Mondial du Lion (photo)
Octobre rose



Novembre

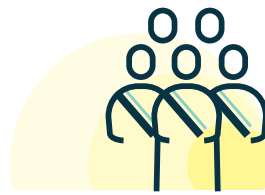
Salon du bien-vieillir
Trail de l'Anjou au château du Plessis-Macé (photo)
Remise des diplômes des enfants confiés
Duo Day



Décembre

Défi 24h du Téléthon (photo)
Angers BD, remise du prix des bibliothécaires

L'assemblée départementale



21 CANTONS
42 ÉLUS



© Manon Guéry

Florence DABIN

Présidente du Conseil départemental

La commission permanente

Vice-présidents

Philippe CHALOPIN
Marie-Jo HAMARD
Jean-François RAIMBAULT
Régine BRICHET
Gilles PITON
Françoise DAMAS
Xavier TESTARD
Marie-Pierre MARTIN
Yann SEMLER-COLLERY
Roselyne BIENVENU
Gilles LEROY
Marie-Paule CHESNEAU

Membres

Gilles GRIMAUD
Véronique GOUKASSOW
Guy BERTIN
Véronique MAILLET
Nooruddine MUHAMMAD
Natacha POUPET-BOURDOULEIX
Franck POQUIN
Corinne BOURCIER
Richard CESBRON
Élodie JEANNETEAU
Bruno CHEPTOU
Jocelyne MARTIN
Vincent GUIBERT

Les commissions thématiques



Agir pour bien vieillir et mieux vivre son handicap

Commission Autonomie

Co-présidée par Jean-François RAIMBAULT,
Vice-président en charge du bien vieillir
et **Marie-Pierre MARTIN**, Vice-présidente
en charge du mieux vivre son handicap

Richard YVON + Julien GUILLANT + Odile
CORBIN-MAGDA + Florence LUCAS + Bruno
CHEPTOU + Natacha POUPET-BOURDOULEIX



Protéger les enfants et garantir leur avenir, accompagner les familles

Commission Santé, enfance, famille

Co-présidée par Françoise DAMAS, Vice-
présidente en charge de la protection de
l'enfance

et **Marie-Paule CHESNEAU**,

Vice-présidente en charge de la prévention

Roselyne BIENVENU + Richard YVON +
Corinne BOURCIER + Yann SEMLER-
COLLERY + Bruno CHEPTOU + Élodie
JEANNETEAU



Accompagner les plus précaires vers l'emploi et le logement

Commission Insertion, habitat, logement

Présidée par Gilles LEROY, Vice-président en
charge de l'insertion, de l'habitat, du logement
et de la politique de la ville

Nooruddine MUHAMMAD, conseiller délégué
à l'insertion

Richard CESBRON + Alain MAINGOT + Sophie
LEBEAUPIN + Jocelyne MARTIN + Pascal
RAIMBAULT



Accompagner la jeunesse pour une réussite éducative et sportive

Commission Réussite éducative et sportive

Présidée par Régine BRICHET,
Vice-présidente en charge de la réussite
éducative et sportive

Gilles GRIMAUD, conseiller délégué aux sports

Véronique MAILLET, conseillère déléguée à
la lutte et la prévention contre le harcèlement
scolaire

Jeanne BEHRE-ROBINSON, conseillère
chargée de la lutte contre le décrochage
scolaire

Richard CESBRON + Isabelle DEVAUX +
Pascal RAIMBAULT + Vincent GUIBERT



Renforcer la culture et le patrimoine comme vecteur de lien social

Commission Culture et patrimoine

Présidée par Yann SEMLER-COLLERY,
Vice-président en charge de la culture et du
patrimoine

Françoise DAMAS + Roselyne BIENVENU +
Gilles LEROY + Emmanuel CAPUS + Gregory
BLANC + Vincent GUIBERT + Aline BRAY



Promouvoir l'attractivité et l'équilibre du territoire

Commission Attractivité et équilibre
territorial

Présidée par Gilles PITON, Vice-président
en charge de l'attractivité et de l'équilibre
territorial

Philippe CHALOPIN, 1^{er} Vice-président
en charge des finances, du tourisme et du
numérique

Véronique GOUKASSOW, conseillère déléguée
au tourisme durable

Guy BERTIN, conseiller délégué au tourisme et
à l'accompagnement numérique des territoires

Didier ROUSSEAU + Corinne BOURCIER +
Aglaré DE BEAUREGARD + Sophie LEBEAUPIN +
Gilles GRIMAUD + Jocelyne MARTIN + Gregory
BLANC + Patrice BRAULT



Réussir la transition écologique et énergétique, agir pour une eau et une alimentation de qualité

Commission Transition écologique

Présidée par Marie-Jo HAMARD,
Vice-présidente en charge de la transition
écologique

Franck POQUIN, conseiller délégué à
l'agriculture et à l'alimentation

Guy BERTIN + Aglaé DE BEAUREGARD +
Aline BRAY + Didier ROUSSEAU + Christelle
CAILLEUX + Élodie JEANNETEAU



Soutenir nos agents, accompagner la transition numérique de l'administration et la montée en qualité du service public

Commission Ressources et qualité
du service public

Présidée par Xavier TESTARD,
Vice-président en charge des ressources et de
la qualité du service public

Odile CORBIN-MAGDA + Patrice BRAULT +
Jean-François RAIMBAULT + Franck POQUIN +
Christelle CAILLEUX + Julien GUILLANT +
Florence LUCAS



Optimiser l'usage de l'argent public et renforcer le suivi et l'accompagnement des satellites départementaux

Commission Finances

Présidée par Philippe CHALOPIN,
1^{er} Vice-président en charge des finances,
du tourisme et du numérique

Florence DABIN + Jean-François RAIMBAULT +
Marie-Pierre MARTIN + Françoise DAMAS +
Marie-Paule CHESNEAU + Gilles LEROY +
Régine BRICHET + Yann SEMLER-COLLERY +
Gilles PITON + Marie-Jo HAMARD + Xavier
TESTARD + Roselyne BIENVENU + Véronique
MAILLET + Emmanuel CAPUS + Nooruddine
MUHAMMAD + Aline BRAY + Vincent
GUIBERT + Élodie JEANNETEAU + Bruno
CHEPTOU + Jocelyne MARTIN

Gilles GRIMAUD, Marie-Jo HAMARD **Vice-présidente**, Régine BRICHET **Vice-présidente**, Nooruddine MUHAMMAD, Philippe CHALOPIN **1^{er} Vice-président**, Marie-Pierre MARTIN **Vice-présidente**, Marie-Paule CHESNEAU **Vice-présidente**, Alain MAINGOT, Guy BERTIN, Isabelle DEVAUX, Aline BRAY, Gilles PITON **Vice-président**, Christelle CAILLEUX, Vincent GUIBERT, Corinne BOURCIER, Gilles LEROY **Vice-président**, Odile CORBIN-MAGDA, Yann SEMLER-COLLERY, Françoise DAMAS **Vice-présidente**, Didier ROUSSEAU, Aglaé DE BEAUREGARD, Richard CESBRON, Bruno CHEPTOU, Jocelyne MARTIN, Patrice BRAULT, Florence DABIN **Présidente**

LES 7 CANTONS D'ANGERS

Jeanne BEHRE-ROBINSON, Jean-François RAIMBAULT **Vice-président**, Julien GUILLANT, Véronique GOUKASSOW, Florence LUCAS, Pascal RAIMBAULT, Roselyne BIENVENU, Emmanuel CAPUS, Sophie LEBEAUPIN, Franck POQUIN, Collégiale Saint-Martin **Vice-présidente**, Angers 1, Angers 2, Angers 3, Angers 4, Angers 5, Angers 6, Angers 7, Véronique MAILLET, Richard YVON, Gregory BLANC, Elodie JEANNETEAU

L'organigramme des services

Au 1^{er} septembre 2025



Partie 1

Biodiversité et transition énergétique



Rendez-vous nature en Anjou



© Bertrand Béchard

« ÉTUDIER LA BIODIVERSITÉ,
C'EST MON MÉTIER ! »

Richard



Technicien eau et environnement

RÉUSSIR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

LA COLLECTIVITÉ ET L'ÉCOLOGIE

Bilan Carbone

Accompagné par le cabinet Carbone Consulting, le Département a lancé en 2025 l'actualisation de son bilan des gaz à effet de serre (GES). Le Bilan Carbone est basé sur une démarche d'amélioration continue, c'est pourquoi un plan d'action destiné à diminuer les émissions de GES est en cours d'élaboration. Il sera proposé au vote du Conseil départemental en session au cours de l'année 2026.

Budget vert

Le Département a produit et voté en session de juin 2025 son premier exercice de budget vert, couvrant les dépenses de fonctionnement et d'investissement. Sur la totalité du budget du Département, 149 M€ ont été analysés à travers l'axe « atténuation du changement climatique ». Ce travail sera poursuivi pour permettre de suivre et piloter l'impact du Département en terme de développement durable.

Charte des éco-événements

Le Département a reçu en juin 2025 le trophée « Angers Loire éco-événement » catégorie « Partenariats vertueux » (organisé par Angers Loire Métropole), en récompense de sa démarche transversale, initiée en 2024, qui a permis la réalisation de la charte « éco-événement », testée lors de la Fête de la biodiversité 2025.

ACTIONS COURANTES ■

Plan d'adaptation au changement climatique pour les conditions de travail des agents : aménagement d'horaires, recours accru au télétravail, diffusion de bonnes pratiques face à la chaleur... ■ 393 agents réalisent leurs trajets domicile-travail à vélo, en covoiturage ou en transport en commun (contre 276 en 2024) ■ 39 % de produits locaux dans les restaurants scolaires ■

À RETENIR !

5

déclenchements
du protocole canicule :
4 fois pour le seuil 2
1 fois pour le seuil 3



La fête de la biodiversité, éco-événement

GESTION DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL

Continuités écologiques sur les barrages de Sautré, La Roussière et Montreuil-Juigné (rivière Mayenne)

La Mayenne est un axe prioritaire sur les enjeux de migrations piscicoles. C'est pourquoi le Département a initié une démarche ambitieuse de rétablissement de la continuité écologique (transport suffisant des sédiments et circulation des poissons migrateurs) et a lancé depuis 2019 un important programme de travaux. Des travaux de construction de passes à poissons, débutés en 2024 et subventionnés à 80 % par la Région des Pays de la Loire et l'Agence de l'eau régionale, se sont terminés en 2025. En parallèle, une rivière de contournement à Montreuil-Juigné a été créée pour un montant de 890 000 €. Avec ces travaux achevés, la rivière Mayenne est totalement équipée pour les migrations piscicoles en Maine-et-Loire. Il sera également possible de pratiquer une activité de canoë-kayak de loisir.

Travaux d'entretien des clapets du Seuil en Maine

Les clapets du Seuil de Maine ont un rôle majeur sur le fonctionnement hydraulique des Basses vallées angevines. Ils assurent le maintien d'un niveau d'eau suffisant pour la navigation l'été et s'effacent totalement en hiver pour permettre le libre écoulement des eaux.

30 ans après leur mise en service, et bien qu'en bon état général, des travaux d'entretien se sont avérés nécessaires. Ainsi, après la dépose du clapet n°1 en août 2024, c'est le clapet n°2 qui a été déposé en 2025 pour un transport en atelier, afin d'effectuer un décapage par sablage, une reprise partielle des zones corrodées et une remise complète en peinture. Le coût de l'opération est de 350 000 € par clapet. Il est prévu de traiter de la même manière les clapets n°3 et n°4 sur les prochaines années.

Travaux de restauration de la ripisylve - Sarthe aval

Les haies présentes en bordure des cours d'eau, aussi appelées « ripisylve », agissent fortement pour la stabilisation des berges et pour limiter l'impact du réchauffement des eaux. La ripisylve est aussi une zone de transition entre milieux terrestre et aquatique et permet de lutter contre le développement d'espèces invasives. Le secteur de la Sarthe aval est dépourvue de ripisylve sur près de 70 % de son linéaire (85 % sur la commune de Briollay), principalement du fait des activités humaines. C'est pourquoi le Département a réalisé une opération d'envergure de plantation de ripisylve en haut de berge de la Sarthe, sur 780 mètres linéaires sur les communes de Soulaire et Briollay.

ACTIONS COURANTES ■

Gestion des écourues (abaissement du niveau de l'eau) de la rivière Mayenne ■ Entretien des écluses, ouvrages et maisons éclusières ■ Entretien de 30 km de ripisylve - Réfections de berges ■ Travaux de dragage ■ Lutte contre les espèces exotiques envahissantes ■

À RETENIR!

7,4 M€

pour la restauration écologique des rivières Loir, Sarthe et Mayenne depuis 2019

158 KM

de rivières gérées par le Département et 155 km d'annexes hydroliques

16

écluses et 30 barrages et déversoirs



Opération de levage d'un clapet du Seuil de Maine

GESTION DES ESPACES NATURELS SENSIBLES

Préserver et valoriser l'ENS de Boudré

Sur l'ENS de Boudré, l'année 2025 a été particulièrement riche en actions en faveur de la biodiversité. Trois démarches structurantes ont été finalisées :

- la rédaction du plan de gestion qui définit les orientations et actions à conduire pour les dix prochaines années
- l'élaboration du plan d'aménagement forestier, véritable feuille de route de la gestion sylvicole pour les vingt ans à venir, mené en collaboration avec l'Office national des forêts (ONF)
- le lancement des études de maîtrise d'œuvre pour le projet de valorisation, avec la sélection d'un groupement piloté par Pollen Paysage

Parallèlement à ces démarches, plusieurs actions de gestion ont été réalisées :

- la plantation de 1 600 mètres linéaires de haies en partenariat avec une classe du lycée du Fresne
- la restauration de quatre mares
- le suivi et la gestion d'une espèce exotique envahissante, le Prunus serotina (cerisier tardif)
- la réouverture de landes avec coupe et arrachage de pins réalisés par une entreprise d'insertion

Connaître nos ENS

Un nouveau protocole de suivi des ENS a été lancé afin de mieux évaluer l'état écologique des sites et disposer d'un indice de qualité écologique (IQE) partagé. Réalisé sur trois ENS (Boudré, Isle-Briand et Bois du Fouilloux), il repose sur des inventaires réalisés en régie par les techniciens ENS selon un protocole clairement défini. Ce dispositif permet de suivre l'évolution des milieux et d'évaluer les dynamiques écologiques des ENS. Les résultats des premiers IQE seront analysés en 2026 ; de nouveaux IQE seront réalisés sur deux autres ENS. D'autres inventaires ont été menés par nos partenaires scientifiques sur plusieurs ENS du territoire (suivi chauves-souris sur l'ENS Vallée de l'Hyrôme, suivi libellules sur l'ENS Etangs et forêt de Chanveaux, suivi reptiles sur l'ENS Vallée de l'Evre à Beaupréau-en Mauges...) permettant une meilleure connaissance des sites afin de mieux les préserver.

Sensibiliser et communiquer

Promouvoir la biodiversité et sensibiliser le public est un axe fort du plan biodiversité.

Plusieurs actions ont été menées en 2025. 8 000 participants ont pris part aux Rendez-vous nature en Anjou, proposant plus de 320 animations sur l'ensemble du territoire. Une journée dédiée à la biodiversité a été organisée sur l'ENS de Boudré. Elle a accueilli plus

de 700 visiteurs, illustrant l'intérêt croissant pour cette thématique. Par ailleurs, 200 collégiens ont été sensibilisés grâce à un parcours éducatif spécifique « à la découverte des ENS ». Plusieurs interventions réalisées dans des établissements d'enseignement supérieur ont permis de présenter la politique biodiversité et d'encourager l'engagement des futurs acteurs du territoire.

ACTIONS COURANTES ■

Poursuite de l'accompagnement technique et financier pour l'élaboration de 6 nouveaux plans de gestion et la mise en œuvre des plans d'actions sur les ENS ■ Écriture du premier plan de gestion en lien avec un périmètre de protection rapprochée de captages d'eau, sur la commune de Montjean sur Loire ■ Maintien du programme de création et de restauration de mares ■ Étude sur la mise en place de jalonnement cyclable entre les cœurs de vie et les ENS ■ Accompagnement des autres directions dans la prise en compte des enjeux biodiversité de leurs projets



Forêt de Boudré

À RETENIR !

1,3 M€ 46 600

d'aides accordées en 2025

visiteurs sur le site internet dédié aux actions ENS du Département

44

plans de gestion actifs sur 33 ENS

93

mares restaurées et 8 mares créées

AGIR POUR UNE EAU ET UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ

PILOTAGE DE LA RESSOURCE EN EAU

Animation du schéma départemental de gestion de la ressource en eau

Depuis de nombreuses années, le Département de Maine-et-Loire met en œuvre une politique volontariste dans le domaine de l'eau. C'est dans le cadre de ses compétences en matière d'animation et d'assistance technique dans le domaine de l'eau en faveur des territoires que le Département a piloté l'élaboration d'une stratégie, traduite en schéma départemental de gestion de la ressource en eau 2022-2028.

Ce schéma, co-piloté avec les services de l'État et en concertation avec l'ensemble des acteurs de l'eau du territoire, offre une vision départementale des efforts complémentaires à fournir pour l'amélioration de la résilience des milieux et la diminution des prélèvements sur la ressource.

En 2025, un comité de pilotage et 5 groupes de travail ont été organisés et animés sur des thématiques telles que la protection des milieux, le ralentissement du cycle terrestre de l'eau et la sobriété de tous les usages. La première évaluation de la mise en œuvre du plan d'actions a été menée en collaboration avec l'ensemble des parties prenantes et a conclu à une bonne appropriation du schéma par l'ensemble des acteurs.

Lancement du schéma départemental d'alimentation en eau potable

En 2025, le Département de Maine-et-Loire, déjà compétent et reconnu dans son assistance dans le domaine de l'alimentation en eau potable, a souhaité répondre aux besoins des structures productrices

et distributrices d'eau potable, en lançant une démarche pour actualiser le schéma départemental d'alimentation en eau potable (SDAEP).

Mieux connaître le territoire, anticiper les éventuels déficits ressources/besoins et identifier les mesures d'adaptation permettront de faire face aux enjeux d'approvisionnement en eau potable des années futures.

Cette actualisation du SDAEP s'appuie sur les conclusions de l'étude de dépendance des principaux usages de l'eau à la Loire, finalisée en 2025. Elle concernera les principaux enjeux suivants :

- la sécurisation : sécuriser l'accès à l'eau potable intra et inter-territoire
- la solidarité amont/aval : maintenir une quantité et une qualité de ressource suffisantes pour les départements limitrophes
- la qualité : maintenir une eau conforme aux exigences réglementaires
- la sobriété : préserver une ressource qui tend à s'amenuiser, dans un contexte de besoins croissants

Elaboration d'une carte interactive sur l'eau en Anjou

En 2025, le Département a intégré à son observatoire de l'eau un nouvel outil de visualisation des données afin de rendre plus dynamique la visualisation des données sur l'eau en Maine-et-Loire.

Les objectifs de cet outil sont multiples :

- diffuser des informations clés sur l'eau, territorialisées et actualisées
- permettre la réalisation de cartes personnalisées
- permettre l'exportation de données
- proposer des liens avec d'autres sites d'informations afin d'aller plus loin dans l'information

ACTIONS COURANTES ■

Assistance technique aux collectivités dans les domaines de l'eau potable, de l'assainissement et de la gestion des eaux pluviales ■ Suivi de la qualité des cours d'eau et des ressources en eau souterraine ■ Organisation de journées techniques et animation de réseaux d'acteurs ■ Accompagnement financier d'événements et de manifestations en lien avec l'activité agricole du territoire ■ Aides financières aux collectivités pour les études et travaux en assainissement et en gestion durable des ressources en eau ■

À RETENIR !

180

collégiens présents à la journée mondiale de l'eau

594

visites d'assistance technique de stations d'épurations et de réseaux d'assainissement

1 M€

de subventions attribués pour l'assainissement et la gestion durable des eaux pluviales

Partie 2

Culture, éducation et jeunesse



Collège Les Fontaines à Thouarcé



« COORDONNER LES ÉVÈNEMENTS,
C'EST MON MÉTIER ! »

Paul-Emmanuel

✱
Régisseur technique à la
Collégiale Saint-Martin

ACCOMPAGNER LA JEUNESSE POUR UNE RÉUSSITE ÉDUCATIVE ET SPORTIVE

ACCOMPAGNEMENT AU BIEN-ÊTRE

Mise en place de groupes de travail

Le Département a mis en place plusieurs groupes de travail, associant des agents des collèges et, en fonction de la thématique abordée, des secrétaires généraux des collèges.

3 groupes de travail ont ainsi démarré, entre septembre et décembre 2025. Les thématiques peuvent concerner l'entretien des sanitaires, les niveaux de service attendus en termes d'entretien des locaux ou encore l'articulation des missions entre agent d'entretien polyvalent (AEP) et agent de maintenance polyvalent (AMP). Cette démarche participative devrait contribuer à l'élaboration de référentiels communs qui seront diffusés à l'ensemble des établissements à compter de la rentrée scolaire 2026.

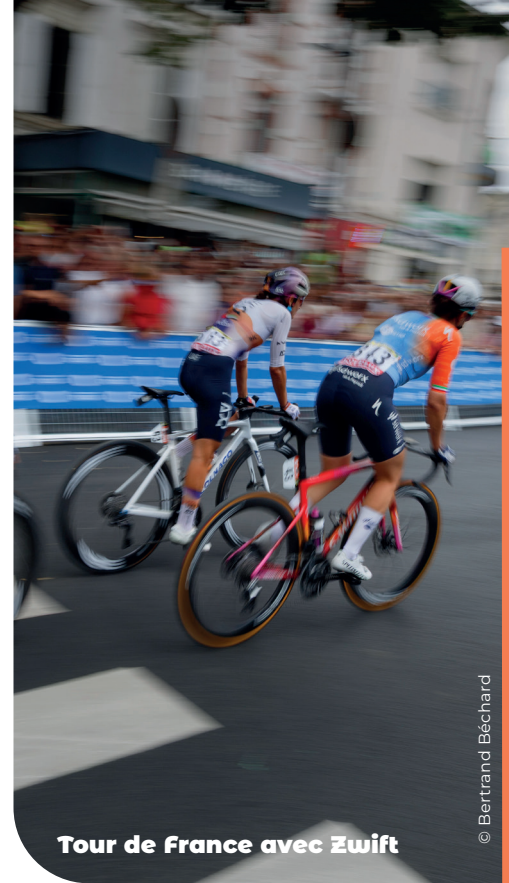
Mise en place d'une cellule de contrôle de gestion

En 2025, le Département a créé une cellule de contrôle de gestion. Cette dernière a pour mission, en plus du contrôle budgétaire obligatoire des collèges publics prévu par le code de l'Éducation, d'accompagner les établissements au quotidien, en partenariat avec la direction départementale de l'Éducation nationale.

Cette cellule a également pour objectif d'optimiser les dotations des collèges afin de leur donner les moyens de fonctionner dans un contexte budgétaire contraint, tant au niveau départemental que national.

Organisation de deux étapes du Tour de France Femmes avec Zwift

Le Tour de France Femmes a traversé le Maine-et-Loire les 28 et 29 juillet 2025. Concerné par deux étapes (l'une avec une arrivée sur Angers, l'autre au départ de Saumur), le Département de Maine-et-Loire a pu profiter de cet événement sportif et médiatique majeur pour dynamiser et valoriser le territoire. Le Département a été désigné pour coordonner l'ensemble des actions mises en œuvre dans le cadre de l'organisation de ces deux étapes. Interface pour Amaury Sport Organisation, le Département a piloté ce projet en collaboration avec l'ensemble des directions de la collectivité, coordonné les acteurs du territoire dans le cadre des organisations ou animations proposées. Plusieurs animations ont marqué l'année à travers ce projet : l'organisation de la « dictée du Tour » sur la glace de la patinoire d'Angers et dans plusieurs collèges du département, la mise en place d'animations dans les villes d'arrivée et de départ mais également tout au long du tracé.



Tour de France avec Zwift

© Bertrand Béchard

À RETENIR !

21,7 M€

de dotations versées
aux 92 collèges publics
et privés

780 000 €

d'investissement pour
équiper en informatique
les 50 collèges publics

2,46 M

de repas produits
par les collèges publics

ACTIONS COURANTES ■ Remplacement des ordinateurs et vidéoprojecteurs obsolètes dans les collèges, avec une attention aux élèves à besoins particuliers et aux nouveaux usages (IA) ■ Animation d'une politique d'alimentation saine et équilibrée au sein des 45 restaurants scolaires des collèges publics ■ Gestion des 500 agents œuvrant au sein de collèges ■ Acquisition du matériel d'entretien ergonomique pour les AEP ■ Acquisition et renouvellement des matériels de cuisine ■ Intégration dans le réseau informatique pédagogique du Département, maintenance, cybersécurité ■ Conception et développement d'une offre éducative départementale gratuite pour les 43 000 collégiens publics et privés du Département ■ Mise en œuvre de la politique sportive départementale en faveur du sport pour tous et du sport de haut niveau ■

RENFORCER LA CULTURE ET LE PATRIMOINE COMME VECTEUR DE LIEN SOCIAL

DÉVELOPPEMENT D' ACTIONS CULTURELLES

Schéma départemental de développement de la lecture publique

Un diagnostic territorial et une enquête ont été réalisés fin 2024 - début 2025. Le schéma a été adopté le 16 octobre 2025 par le Conseil départemental. Il se déploie autour de trois axes :

- accompagner la professionnalisation et le développement des compétences des acteurs de la lecture publique
- favoriser l'inclusion et l'élargissement des publics dans les bibliothèques
- soutenir le développement des bibliothèques

Ins'Temps culture : l'enseignement artistique face à l'évolution des publics

Le 25 novembre 2025, 22 professionnels (enseignants et futurs enseignants, directeurs d'établissement, coordinateurs pédagogiques), qui œuvrent en faveur de l'enseignement artistique sur le territoire, se sont réunis au sein de l'école de musique Henri-Dutilleul aux Ponts-de-Cé.

Ce temps d'information, organisé par le Département et dispensé par des intervenants spécialisés, a permis d'interroger les formes de pédagogie et d'enseignement adaptées à l'évolution et à la diversité des publics, en particulier dans le cadre de troubles dys ou de l'attention. Plusieurs témoignages et outils pédagogiques inclusifs sont également venus illustrer ces mises en pratique dynamiques et motivantes pour les élèves.

Exposition « Songes de papier », Benjamin Lacombe

L'exposition « Songes de papier », présentée à la Collégiale Saint-Martin du 20 septembre 2025 au 1^{er} février 2026, a mis à l'honneur l'œuvre de Benjamin Lacombe, qui figure parmi les illustrateurs français les plus connus avec plus de trois millions d'albums vendus dans le monde. Autour du conte d'Alice au Pays des merveilles, des thèmes de l'enfance, du Japon, de la nature et en dévoilant, en avant-première, des illustrations de son dernier album, Gatsby le magnifique, l'univers enchanteur de cette exposition ainsi que ses animations ont attiré 33 000 visiteurs.

Exposition « De la plume au texto, l'écrit du Moyen Âge à nos jours » des Archives départementales

Visible du 1^{er} décembre 2025 au 27 mars 2026, cette exposition était consacrée à l'évolution des supports et des instruments de

l'écriture, depuis le Moyen Âge jusqu'à nos jours. Son objectif était de permettre au grand public de comprendre la diversité des formes de l'écrit, de ses ornements et de la variété des supports. Elle a également mis en évidence le défi que représente la conservation de l'écrit et comment ces documents témoignent de l'histoire de l'Anjou.

ACTIONS COURANTES ■ Prix des bibliothécaires à Premiers Plans et Angers BD ■ Spectacles Ebullitions dans les bibliothèques et MDS ■ Jeune Pousse ■ Les Accessibles à la MDA ■ Mois du film documentaire ■ Partenariat avec l'association Valentin Hauy ■ Saison artistique des collégiens ■ Prenez l'art ! ■ Agenda jeune public ■ Subventions aux structures et acteurs locaux ■ Animation du réseau des directeurs d'établissements d'enseignement artistique, du comité des arts vivants ■ Entretiens littéraires de la Collégiale et Résonances Saint-Martin ■ La collégiale sur un plateau ■ Concours scolaire « Montrer l'histoire » ■ Réalisation d'une vidéo consacrée à la libération du département de Maine-et-Loire ■ Actions culturelles mettant en valeur les fonds des Archives départementales ■

À RETENIR!

48 685

entrées à la Collégiale Saint-Martin, toutes activités confondues

5 470

bénéficiaires des actions culturelles et pédagogiques proposées par les Archives



Exposition *Songes de papier* de Benjamin Lacombe

DES ACTIONS PATRIMONIALES POUR CONSERVER ET VALORISER

Redéploiement des fonds d'archives et chantier de reconditionnement

L'opération de désinfection et de redéploiement des fonds conservés aux Vergers de l'Anjou a pu être menée à son terme en avance par rapport aux prévisions. Un volume total de 3 000 mètres linéaires a ainsi été traité entre 2023 et 2025 et intégré au sein des nouveaux magasins de conservations du site Frémur, alors que 1 200 mètres linéaires de documents ont été éliminés. De plus, afin d'améliorer les conditions de conservation des fonds, les travaux de reconditionnement ont été définis comme objectif majeur du service. Un chantier de reprise complète des boîtes des séries révolutionnaires, très consultées par les chercheurs, a ainsi débuté en 2025.

Une saison photographique autour de « La Loire, un espace sensible »

La 3^e édition d'une « Saison photographique » a pris la forme d'un voyage le long de la Loire. Avec une écriture qui leur est propre, 3 auteurs, Cécile Genest à la Maison Julien-Gracq (Saint-Florent-le-Vieil), Anne-Marie Filaire à Rives d'Art (Les Ponts-de-Cé) et Thibaut Cuisset au Théâtre du Dôme (Saumur) ont partagé leur démarche documentaire et leur approche poétique des lieux et des visages rencontrés. Une exposition autour de l'Observatoire photographique participatif du paysage du Val de Loire, en lien avec la Mission Val de Loire a également été présentée à Bouchemaine. L'ensemble a donné lieu à la publication d'un livre dans la collection Carnets d'Anjou Photographie.



Une saison photographique,
« La Loire, un espace sensible »

ACTIONS COURANTES ■

Animation du réseau des musées

■ Journées européennes du
Patrimoine ■ Dispositifs de
subventions aux monuments

historiques ■ Études de
l'inventaire ■ Récolement
patrimoine mobilier ■

Restauration d'objets protégés

■ Gestion des collections
archéologiques ■ Diagnostics

et fouilles ■ Encadrement
scientifique de missions de

classement d'archives dans
les collectivités territoriales ■

54 km linéaires de documents

conservés ■ Numérisation des
fonds en interne et en externe et

publication sur le site internet ■

Traitement des 1 607 demandes

d'aide à la recherche ■

À RETENIR!

22 664

visiteurs
dans les 5 musées
conventionnés

13 618

documents d'archives
communiqués en
salle de consultation

347

mètres linéaires
d'archives publiques et privées
nouvelles collectées

Famille, santé et autonomie



Conseil des jeunes de l'Aide sociale à l'enfance

© Bertrand Béchard



© Bertrand Béchard

« GÉRER L'ADMINISTRATIF,
C'EST MON MÉTIER ! »

Camille



Assistante administrative
en Maison départementale des solidarités

PROTÉGER LES ENFANTS
ET GARANTIR LEUR
AVENIR, ACCOMPAGNER
LES FAMILLES

ACCOMPAGNEMENT DES PUBLICS SENSIBLES

Sécurisation et amélioration de la qualité de l'accueil des jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance

Au 31 décembre 2025, il n'y a plus d'enfant accueilli à temps plein par des agences d'intérim. Cette pratique a été définitivement arrêtée. L'appel à projet relatif aux mineurs non accompagnés (170 places) paru en 2025, doit permettre, au cours du premier semestre 2026, de mettre fin à l'accueil des jeunes dans des hôtels. Le travail se poursuivra en 2026 pour sécuriser et réduire sensiblement le nombre d'enfants accueillis dans des lieux non autorisés en protection de l'enfance.

Démarche Petits Pas Grands Pas

Le Département s'est mobilisé dans cette démarche, avec le soutien de l'Agence régionale de santé (ARS), dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance. L'objectif est de rendre les services de protection maternelle et infantile (PMI) plus accessibles, efficaces et équitables. L'enquête menée a révélé une satisfaction élevée des familles de 4,8/5. Elle a confirmé la légitimité de la PMI vis-à-vis des partenaires et a été saluée pour son expertise, sa proximité et sa bienveillance, tout en identifiant des axes de progrès comme la transparence des procédures d'agrément et l'adaptation de l'accompagnement parental. Enfin, 106 professionnels (puéricultrices, médecins, sage-femmes et cadres) ont bénéficié de formations spécifiques, renforçant ainsi la dynamique de prévention et de promotion de la santé portée par la PMI.

Expérimentation des Maisons du Département

Lancée en janvier 2025, l'expérimentation des Maisons du Département a concerné 3 sites à Segré-en-Anjou-Bleu, Cholet et Saumur. L'objectif était de centraliser l'accueil et l'orientation des usagers sur l'ensemble des missions départementales, au-delà des seuls domaines sociaux, mais aussi à renforcer la visibilité des actions du Département et à faciliter les échanges avec les partenaires et élus grâce à des permanences mensuelles. Tout au long de l'année 2025, des ateliers, expositions, réunions territoriales et permanences de partenaires locaux y ont été organisés, contribuant à en faire des lieux de vie et de rencontres. La Maison départementale de l'autonomie (MDA) a assuré des permanences d'une demi-journée mensuelle pour répondre aux personnes en situation de handicap, aux personnes âgées et leurs aidants sur leurs démarches notamment. Cette expérimentation s'est poursuivie sur d'autres sites : Loir Baugeois Vallée, Haut Anjou et Angers Est.

ACTIONS COURANTES ■

Refonte de l'offre de milieu ouvert judiciaire avec lancement d'un appel à projet ■ Création d'une équipe expérimentale « Kaizen » pour l'accompagnement de manière intensive des familles et leurs enfants, confiés au Département, pour permettre un retour au domicile ■ Ouverture d'un dispositif expérimental « Entracte » permettant l'accueil et l'accompagnement de mineurs victimes du système prostitutionnel ■

Travail partenarial autour de la lutte contre le non-recours, l'isolement, l'impact social du travail, la place et le pouvoir d'agir des personnes concernées ■ Étude menée sur la prévention de la marginalisation des jeunes ■

À RETENIR !

672

assistants familiaux agréés
pour un total de 1 228 places

6 092

mineurs et majeurs
pris en charge au titre de
l'aide sociale à l'enfance

3 451

personnes accueillies
en entretien dans les centres
de santé sexuelles

47

familles et 71 enfants
accompagnés par
le dispositif d'aide éducative
à domicile renforcé

AGIR POUR BIEN VIEILLIR ET MIEUX VIVRE SON HANDICAP

Accompagnement des personnes en situation de handicap

Ouverture de plus de 70 places d'accompagnement pour les personnes en situation de handicap, dans le cadre du plan de développement et de transformation de l'offre, porté par le Département et l'ARS. Au total, plus de 120 places ont été ouvertes depuis le début de ce plan en 2024, avec un objectif total de 240 places à la fin du mandat.

Premier salon du bien vieillir

Le Département de Maine-et-Loire a choisi de faire de 2025 l'année de l'autonomie. Cela s'est notamment concrétisé par la première édition du salon du bien vieillir, manifestation à destination des personnes âgées de plus de 60 ans et leurs aidants, avec des informations pratiques et accessibles. Plus de 2 000 personnes se sont rendues au Centre des congrès le 5 novembre 2025 pour s'informer, rencontrer des partenaires, écouter des conférences et se préparer ou continuer à bien vieillir !

En amont de cet événement, le Département a également co-organisé, en juin 2025, une journée départementale des aidants avec le Comité départemental. Le thème était « aidant, comment rester acteur de sa vie, de ses choix ? ».

À RETENIR !

2 020

visiteurs au salon du bien-vieillir

65

exposants

84 %

taux de satisfaction des visiteurs

92 %

des visiteurs intéressés par une 2^e édition

Concertations en territoire

Dans le cadre du schéma autonomie et du projet départemental Anjou 2023-2027, des temps de concertations ont été organisés sur les 9 EPCI du département, afin de réfléchir avec tous les acteurs potentiels à l'amélioration de l'accueil, de l'information et de l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie. Ces concertations ont ainsi alimenté le projet de mise en place du service public départemental de l'autonomie, dans sa mission primordiale d'accueil, d'information et de mise en relation.

Lancement du service public départemental de l'autonomie (SPDA)

Installation de la conférence territoriale de l'autonomie le 5 décembre 2025, présidée par Florence Dabin, et vice-présidée par Jérôme Jumel, directeur général de l'ARS. Cette conférence a marqué le lancement officiel du SPDA en Maine-et-Loire. Le SPDA, piloté par le Département, vise à coordonner les interventions de tous les acteurs pour améliorer et harmoniser, sur tout le territoire départemental, l'accueil et l'accompagnement des personnes âgées, des personnes en situation de handicap et de leurs aidants.

Prévention de la perte d'autonomie

Le Département a contribué aux travaux du Centre de ressources et de preuves de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) dédié à la prévention de la perte d'autonomie. Il a été retenu pour participer, en 2025 et 2026, au comité national de pilotage des Commissions des financeurs.

Adoption de la feuille de route du CDCA

Adoptée en mars 2025, la feuille de route du Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA) priorise les thématiques que souhaitent aborder les membres pendant le mandat. En décembre 2025, le Département a témoigné, lors de la 1^{ère} journée nationale des CDCA, sur la méthodologie d'association du CDCA à l'élaboration du schéma autonomie du Département.



Salon du bien-vieillir

ACTIONS COURANTES ■

Engagement auprès des partenaires associatifs et institutionnels dans le cadre de l'amélioration du service rendu à l'utilisateur et aux aidants

- MDA associée à la Réponse accompagnée pour tous ■
- Commission des financeurs : actions collectives de prévention, soutien aux proches aidants de personnes âgées ou handicapées ■ 313 personnes âgées orientées vers la Technicothèque ; 157 soutenues financièrement ■
- CDCA : 125 membres représentant 59 organismes (usagers, associations, professionnels, collectivités, institutions) réunis pour s'informer, débattre et émettre des propositions autour des enjeux de l'autonomie ; 14 réunions organisées en 2025 ■

À RETENIR !

2,9 M€

engagés au titre de la Conférence des financeurs

12 467

bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap (PCH)

10 123

personnes accueillies à la MDA

720 000

heures réalisées par les services à domicile auprès de personnes âgées au titre de l'allocation personnalisée d'autonomie, financées par le Département



Exposition « Plus d'autonomie pour plus de liberté »

Bien-être et attractivité



Les Montgolfiades à Brissac-Quincé



« ENTREtenir LES ROUTES,
C'EST MON MÉTIER ! »

Alain
*
Mécanicien

ACCOMPAGNER LES PLUS PRÉCAIRES VERS L'EMPLOI ET LE LOGEMENT

PILOTAGE DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT

Adoption du schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage

Le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2025-2031 a été arrêté par le Département et la Préfecture, après avis favorable unanime des membres de la commission consultative. Le schéma prévoit d'ajouter 5 aires d'accueil, d'améliorer leur qualité et leur gestion et surtout d'augmenter les solutions d'ancrage attendues des voyageurs (+ 92 terrains familiaux locatifs ou logements sociaux adaptés). Ce schéma poursuit aussi des ambitions sociales en termes de scolarisation des enfants, de santé en particulier des femmes, d'insertion, d'autonomie dans les démarches administratives numériques, d'accès à la culture.

Évaluation de la délégation des aides à la pierre

L'État et l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) délèguent au Département les aides à la pierre. Une récente évaluation conclut à un très bon niveau d'atteinte des objectifs quantitatifs fixés, qui sont globalement en cohérence avec les besoins sociaux. Les partenaires consultés relèvent aussi une posture adaptée du Département dans l'animation politique et technique de cette délégation (souplesse, réactivité, expertise, proximité, impulsion, fédératrice, articulation des solutions d'accompagnement et d'aides financières). Au regard des besoins restant à satisfaire, le Département a demandé à renouveler sa délégation pour 6 ans avec l'objectif de construire, en 2026, les partenariats pour se doter des moyens d'animation adaptés au contexte renouvelé.

Développement des actions de lutte contre la précarité énergétique

Une part significative de ménages sont en situation de précarité énergétique et il y a plus de ménages en difficulté pour payer leurs factures d'énergie. C'est pourquoi le Département a renforcé ses actions de prévention et de lutte contre la précarité énergétique, avec le soutien de quelques fournisseurs d'énergie et de l'État dans le cadre du contrat des solidarités. Le Département a pu développer le réseau local d'acteurs, construire une offre de formation de donneurs d'alerte et de conseillers logement se rendant à domicile, multiplier les actions de sensibilisation aux éco-gestes et des visites conseils à domicile notamment auprès des ménages sollicitant à plusieurs reprises des aides pour payer leurs factures.

ACTIONS COURANTES ■ Soutien des résidences habitat jeunes et de l'hébergement des jeunes chez l'habitant ■ Coordination des actions sociales de prévention des expulsions ■ Coordination de l'action départementale au sein des quartiers prioritaires de la ville ■ Gens du voyage : accompagnement des acteurs de l'accueil et de l'habitat

et accompagnement social de 1 000 ménages voyageurs domiciliés en Centres communaux d'action sociale (CCAS) ■ Accompagnement des propriétaires privés modestes dans leur projet de rénovation ■ Soutien au développement du parc social ■ Coordination du traitement des situations d'habitat indigne ■

À RETENIR!

3,95 M€

engagés au titre du Fonds de solidarité logement (FSL) pour accompagner financièrement et socialement près de 4 900 ménages

1 333

logements privés rénovés grâce à 36,4 M€ d'aides aux travaux

2 000

rendez-vous proposés par des travailleurs sociaux à des locataires menacés d'expulsion locative



© Philippe Noiset



Forum de l'insertion à Saumur

© CD49

SOUTIEN À LA RECHERCHE D'EMPLOI

Un partenariat local rythmé par les forums emplois territoriaux avec les EPCI et les communes

23 forums emplois territoriaux se sont tenus, répartis sur 3 pôles départementaux des solidarités (Ouest, Est et Centre Anjou), autant en zone rurale qu'urbaine. En partenariat avec les acteurs du Réseau pour l'emploi, le Département était mobilisé et a associé ses partenaires pour une participation optimum des bénéficiaires du RSA. Pour maximiser le potentiel des participants, le Département a accompagné 169 bénéficiaires du RSA volontaires avec des séquences de préparation avant l'évènement et un coaching sur place le jour du forum.

Une année dédiée à la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi

Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2025, la loi pour le plein emploi se déploie progressivement afin de favoriser l'accès à l'emploi des personnes éloignées de l'emploi prioritairement, notamment les bénéficiaires du RSA.

Elle rend obligatoire et automatique l'inscription de tous les bénéficiaires du RSA à France Travail. Après un diagnostic global, l'accompagnement se

veut intensif et personnalisé avec une mise en parcours rapide. Le contrôle des engagements évolue avec l'instauration d'une suspension-remobilisation en cas de manquement à ses obligations. Le bénéficiaire peut se voir reverser les sommes suspendues s'il se remobilise. Dans le cas contraire, son allocation peut être supprimée.

Pour la réussite de cette réforme, l'interopérabilité des systèmes d'information est prévue afin de permettre le partage des données entre les membres du réseau pour l'emploi.

Parallèlement, des comités territoriaux pour l'emploi sont créés afin de favoriser une coopération renforcée des acteurs de l'insertion, de l'emploi et de la formation.

Des acheteurs publics mobilisés dans une approche d'achats socialement responsables au bénéfice des plus précaires

Le Département a organisé 2 événements dédiés à l'application des clauses sociales d'insertion dans les marchés publics à Baugé-en-Anjou et le Lion d'Angers en novembre et décembre 2025.

Ces séquences ont réuni 28 participants, élus et techniciens des EPCI, de communes et de structures d'insertion par l'activité économique avec pour objectif d'impulser le changement des pratiques d'achat afin d'en faire un levier d'accès à l'emploi des plus précaires.

En complément, le Département a organisé des réunions mensuelles en visioconférence pour les entreprises attributaires de marché public comprenant un engagement social d'insertion. En présentant l'offre de service en ressources humaines du Département et des entreprises de travail temporaire d'insertion, l'objectif est d'aider la dizaine d'entreprises présentes dans leurs recherches de personnels.

ACTIONS COURANTES ■

Développement de l'accompagnement renforcé et adapté des bénéficiaires, dans le cadre de la loi pour le plein emploi ■ Dispositifs d'appui à la résolution des freins périphériques à l'emploi ■ Soutien aux actions d'insertion par l'activité économique ■ Déploiement d'actions de mise en relation de bénéficiaires du RSA avec des entreprises ■

À RETENIR!

13 495

foyers bénéficiaires du RSA

94 M€

d'allocation RSA versés sur le département

9,75 M€

dédiés aux dispositifs d'insertion

2 538

CV en ligne sur la plateforme Job49

1 146

bénéficiaires du RSA ayant participé à 59 rendez-vous Job49 en territoire

PROMOUVOIR L'ATTRACTIVITÉ ET L'ÉQUILIBRE DU TERRITOIRE

GESTION DES ROUTES ET DES LIAISONS CYCLABLES

Déviations du Louroux-Béconnais

La déviation du Louroux-Béconnais a été mise en service en avril 2025. D'une longueur de 2,3 km, elle comprend deux voies et est équipée de trois giratoires. Ce projet a été entièrement financé par le Département pour un montant total de 4,6 M€.

Pont de Saint-Mathurin

Les travaux de réfection de la protection anticorrosion du pont de Saint-Mathurin-sur-Loire, entrepris à l'été 2024, se sont poursuivis en 2025. Ce pont à poutres treillis représente 400 mètres de long et quelques 17 500 m² de surface à peindre.

La circulation des 4 200 véhicules par jour, mais aussi celle des cyclistes et piétons a été maintenue en permanence, y compris à l'arrivée des échafaudages sur la travée côté Saint-Mathurin-sur-Loire.

À l'issue des travaux, un aménagement est prévu sur le pont et ses abords pour sécuriser le passage des cyclistes. Ces travaux interviendront au printemps 2026.

Les études et procédures réalisées en 2025

Le contournement des Alleuds a été déclaré d'utilité publique le 6 décembre 2022 par arrêté préfectoral. L'enquête publique

portant sur l'autorisation environnementale s'est déroulée du 3 décembre 2024 au 3 janvier 2025. L'arrêté d'autorisation environnementale a été délivré le 30 juin 2025. Le projet, initialement prévu à 2x2 voies, sera modifié dans une optique de sobriété foncière et environnementale. Le démarrage des travaux a donc été reporté à horizon 2027.

Le projet de déviation du bourg de Martigné-Briand a fait l'objet d'une enquête publique, du 12 mai au 13 juin 2025, portant sur la déclaration d'utilité publique, l'autorisation environnementale et l'enquête parcellaire. Le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable (10 juillet 2025). L'arrêté préfectoral sera obtenu courant 2026.

Le contournement nord de Seiches-sur-le-Loir a été déclaré d'utilité publique le 12 mai 2025 par arrêté préfectoral. L'enquête publique portant sur l'autorisation environnementale s'est déroulée du 12 novembre au 12 décembre 2025. Le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable sur l'autorisation environnementale. Une nouvelle mise en concurrence est prévue en 2026 pour la réalisation des travaux, suite à un premier appel d'offre infructueux.

Schéma des liaisons cyclables

Les travaux de franchissement cyclable sur les ponts de Rochefort, Savennières et Montjean ont été engagés. 975 135 € de subventions ont été versées aux projets des communes, représentant 49 km de voies cyclables. De nouvelles subventions ont été votées fin 2025 et 738 000 € ont été attribués à 12 projets, représentant 28 km de voies cyclables.

ACTIONS COURANTES ■

Entretien de 4 733 km de routes et 972 ouvrages d'art gérés par les agences techniques départementales et leurs 17 centres d'exploitation ■ Exploitation du réseau routier (information, travaux, déviations, autorisations de travaux, signalisation temporaire) ■ Interventions d'urgence (événement météorologique, accident) ■ Assurer la sécurité des usagers ■ Conduite des projets, conception et réalisation des opérations du plan routier, de sécurisation, rétablissement des continuités écologiques ■

À RETENIR!

29,8 M€

de budget pour les routes

227 KM

de routes refaites

4 137

interventions d'urgence

4,4 M€

mandatés sur les opérations routières et 0,9 M€ sur les subventions liaisons cyclables



Déviations du Louroux-Béconnais

AMÉNAGEMENT HARMONIEUX DU TERRITOIRE

La stratégie départementale des mobilités

La stratégie départementale des mobilités a pour but de répondre aux besoins des territoires, de permettre une mobilité plus durable et de favoriser la mobilité pour tous les habitants. L'année 2025 a été l'occasion de réaliser un bilan à mi-parcours de cette stratégie, permettant d'ajuster à la fois le plan d'actions et la gouvernance. On peut souligner trois actions emblématiques :

- Fin du dispositif de soutien aux mobilités solidaires et durables : 48 projets ont été soutenus, pour un montant de 484 000 € en fonctionnement et 281 000 € en investissement
- Poursuite de l'expérimentation de promotion des modes actifs au collège : 5 collèges accompagnés en 2025 ; lancement de l'appel à projets pour recruter 4 collèges à accompagner jusqu'en juin 2027
- Animation du réseau des transports solidaires, avec l'organisation d'une journée départementale le 24 avril 2025

Le développement d'une démarche coordonnée autour de la nature en ville

Dans un objectif de maintien du « bien-vivre » des habitants du Maine-et-Loire et d'adaptation de leur cadre de vie face au changement climatique, le Département a travaillé sur une offre d'accompagnement des collectivités locales sur la renaturation des espaces publics pour s'adapter aux évolutions climatiques à venir (pic de chaleur, sécheresse, pluies abondantes, etc.).

Une première expérimentation a été menée dans la commune de Bécon-les-Granits. Cet accompagnement a permis à la commune de définir ses ambitions en matière d'aménagement durable, de

structurer sa politique en fonction de ses ambitions et de définir un pré-programme ciblé sur deux sites prioritaires.

Une journée technique du réseau Anjou Ingénierie Territoriale était dédiée à ce sujet, le 6 novembre 2025.

ACTIONS COURANTES ■ Plus de 500 missions d'ingénierie menées depuis 2020 concernant l'attractivité, les mobilités, les solidarités, le cadre de vie et l'aménagement ■ Mise en œuvre d'une politique de médiation numérique au travers du syndicat mixte ouvert Anjou Numérique ■ 8 journées départementales Anjou Ingénierie Territoriale (AIT) organisées en 2025 sur les sujets : transport solidaire, gestion durable des eaux pluviales, réseau ENS, nature en ville, économie sociale et solidaire, assainissement collectif, santé et territoires, assainissement non collectif, autorisations d'urbanisme ■ Coprésidence du Comité Local de Cohésion des Territoires avec l'État en juin 2025 ■ Impulsion d'un réseau renouvelé des acteurs de l'ingénierie locale « Anjou Synergie » ■

À RETENIR!

385

participants aux journées AIT

14

missions
d'accompagnement pour
le service ingénierie
territoriale



Promotion des modes actifs au collège

APPEL À PROJETS DE SOUTIEN AUX COMMUNES

Attribution de subventions

L'appel à projets de soutien à l'investissement des communes a permis de récompenser 28 projets portés par 24 communes du département pour un montant total de subvention de 1,38 M€. Ouvert depuis 2021, ce dispositif arrive en fin de programmation (enveloppe de 15 M€). Un bilan sera réalisé en 2026 pour étudier l'opportunité de sa poursuite.

Continuité du guichet unique

Une adresse mail unique subventions@maine-et-loire.fr a été mise en place depuis 2023 à destination des communes pour toutes leurs demandes de subvention. Les demandes centralisées sur cette boîte mail peuvent ainsi être orientées vers les différents dispositifs départementaux.

ACTIONS COURANTES ■ Mise en paiement de subventions pour les campagnes 2021-2024 : les communes ayant commencé ou terminé leur projet d'investissement soutenu par l'aide aux communes ont pu solliciter le versement de leur subvention. En 2025, le Département a remis près de 3 M€ aux lauréats des années précédentes ■ **Panneaux d'information** : chaque commune bénéficiaire doit apposer un panneau à proximité de l'opération co-financée par le Département. 76 panneaux ont été distribués aux lauréats 2024 ■

À RETENIR!

28

projets lauréats en 2025 sur l'appel à projets et de soutien à l'investissement des communes

1,38 M€

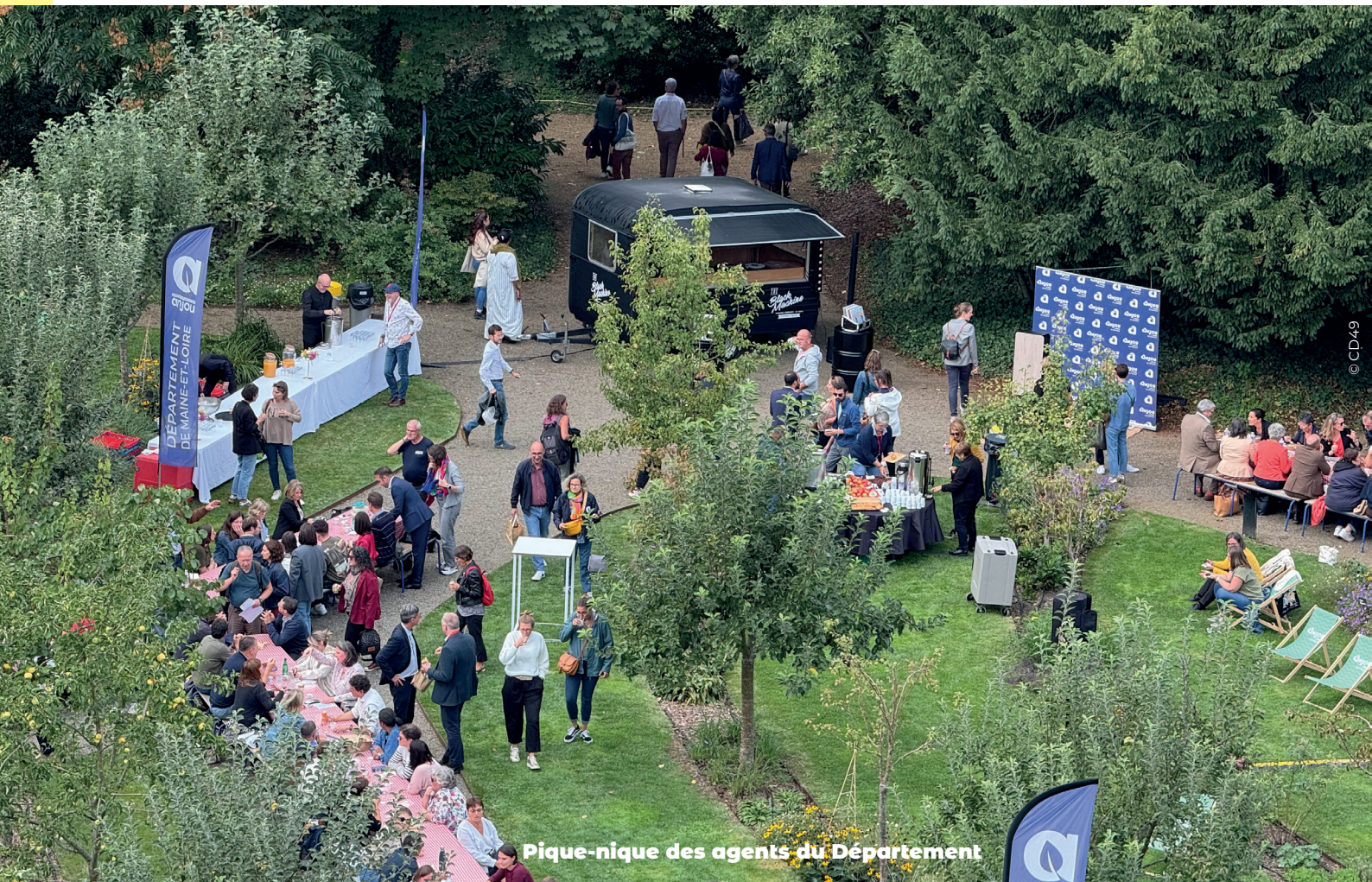
de subventions alloués en 2025

24

communes bénéficiaires et 1 syndicat intercommunal



Vie au sein de la collectivité



« COMPTER,
C'EST MON MÉTIER. »

Emmanuelle
Comptable

OPTIMISER L'USAGE DE L'ARGENT PUBLIC ET RENFORCER LE SUIVI ET L'ACCOMPAGNEMENT DES SATELLITES DÉPARTEMENTAUX

PILOTAGE FINANCIER ET BUDGÉTAIRE

Mise en œuvre du budget vert

Le budget vert, obligatoire depuis 2025, constitue une nouvelle classification des dépenses selon leur impact sur l'environnement. Cet outil d'analyse a pour but de mieux intégrer les enjeux environnementaux dans le pilotage des politiques conduites par le Département. La collectivité a choisi de déployer la méthode I4CE. Volontariste, cette démarche a permis de dépasser les exigences réglementaires en examinant tant les dépenses d'investissement que de fonctionnement au regard des enjeux d'atténuation du changement climatique.

L'examen de la gestion par la chambre régionale des comptes

Le Département a fait l'objet de l'examen de sa gestion par la chambre régionale des comptes, dans les conditions définies à l'article L.211-8 du Code des juridictions financières. Outre la régularité des actes de gestion, la chambre a évalué la performance financière de la collectivité et analysé ses modalités de contrôle interne. La chambre régionale des comptes, en complément de la gestion financière, a porté plus particulièrement son attention sur les dépenses de personnel et la restauration collective. Cet examen, qui a fortement mobilisé les directions, contribuera à l'amélioration continue de la gestion de la collectivité.

L'instauration de la taxe additionnelle de séjour

La mise en œuvre de la taxe additionnelle de séjour par le Département s'inscrit dans une stratégie de diversification et

de sécurisation des recettes de fonctionnement, dans un contexte marqué par des contraintes budgétaires accrues. L'instauration de cette nouvelle taxe permettra de faire participer les visiteurs au financement des politiques publiques qui soutiennent l'attractivité et le développement touristiques.

Les recettes issues de cette taxe viendront ainsi renforcer, à compter de 2027, les moyens consacrés par le Département à sa politique en faveur du tourisme, qu'il s'agisse de valorisation du patrimoine, d'aménagements touristiques ou d'accompagnement des acteurs du secteur.

L'instauration de la taxe additionnelle de séjour a reposé sur un travail étroit avec les territoires déjà collecteurs de la taxe de séjour – intercommunalités, PETR et communes – afin d'assurer une application harmonisée du dispositif et d'en faciliter la gestion.

ACTIONS COURANTES ■

Exécution d'un budget hors dette de 820 M€ ■ 6 emprunts contractualisés pour un montant global de 34,4 M€, (Caisse des dépôts et consignations, Banque populaire Grand Ouest, Arkéa et Caisse d'épargne Bretagne Pays de la Loire) ■ Poursuite de la diversification des ressources avec l'instauration de la taxe additionnelle de séjour ■ Instruction de 36 demandes de garanties d'emprunt (226 lignes de prêts) pour soutenir les investissements du logement social et du champ sanitaire et social ■

SOUTIEN DES ACHATS DURABLES

Renforcer nos liens avec les acheteurs publics du territoire

Le Département a co-organisé la 1^{ère} Université des achats le 16 octobre 2025 avec plusieurs acheteurs publics parmi lesquels : la Ville d'Angers, Angers Loire Métropole, Alter Services, l'Université d'Angers, le SDIS49, l'Ademe, la Région Pays de la Loire, Podhelia et Meldomys.

Insufflé par un club achat inter-collectivité, cet événement a constitué une action majeure visant à réunir le temps d'une journée les acheteurs publics du territoire pour échanger sur des actualités juridiques, partager des expériences sur des enjeux communs et monter en compétences collectivement.

Promouvoir notre politique d'achat durable

Dans la continuité de l'adoption du Spaser de la collectivité en 2023, le Département agit au sein du réseau RESECO. En 2025, la collectivité a organisé une formation sur l'achat durable et co-animé avec l'Ademe un webinaire sur les considérations environnementales dans les marchés de prestations intellectuelles.

L'accessibilité de sa commande publique aux opérateurs économiques du territoire est également une ambition majeure pour la collectivité. En participant au Speed meeting organisé par ALDEV et l'IRESA, le Département a ainsi eu l'occasion de faire connaître ses opportunités de marchés publics aux acteurs de l'économie sociale et solidaire.

À RETENIR!

19,84

jours de délai global de paiement du Département (contre 12,36 jours en 2024)

3,95 M€

attribués à des projets de 2023 à 2025 pour l'insertion socioprofessionnelle des bénéficiaires du RSA et la lutte contre la pauvreté dans le cadre du Fonds social européen +



Cofinancé par l'Union européenne

Mutualisation des achats avec le Sdis

Afin d'optimiser leurs moyens et ressources en bénéficiant d'une massification de leurs besoins communs, le SDIS et le Département ont mené une démarche de mutualisation de certains achats tels que les travaux de maintenance des bâtiments, le nettoyage des locaux ou encore l'acquisition de fournitures de bureau.

ACTIONS COURANTES ■

159 marchés notifiés, dont 53% attribués à des PME ■ 91% des marchés publics avec une considération environnementale et 34% avec une considération sociale dans le cadre du Spaser ■

À RETENIR!

99

sinistres déclarés pour 547 256 € de recettes perçues en réparation

56 %

marchés de travaux
24 % marchés de services
20 % marchés de fournitures

SOUTENIR NOS AGENTS, ACCOMPAGNER LA TRANSITION NUMÉRIQUE DE L'ADMINISTRATION ET LA MONTÉE EN QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC

REPENSER LE PARCOURS DES USAGERS

Expérimentation de 3 premières Maisons du Département

Les Maisons du Département du Choletais, de Segré-en-Anjou Bleu et du Grand-Saumurois ont été déployées en janvier.

La mise en place et l'animation de plusieurs communautés (agents d'accueil physique et téléphonique, managers de proximité, assistantes de direction) a permis d'embarquer les équipes et d'ancrer les dispositifs sur des retours du terrain.

Un outil de base de connaissance (Eurêka !), partagé et évolutif, a été spécifiquement développé pour outiller les équipes et fiabiliser l'information au plus près des usagers.

Concertation avec les territoires pour proposer un service public départemental de l'autonomie au plus proche des habitants

Le Département s'est engagé à déployer dans les territoires des points d'accueil de proximité pour les personnes en perte d'autonomie ou en situation de handicap et leurs aidants. Ce futur dispositif a été réfléchi collectivement avec l'ensemble des partenaires au travers de 18 rencontres réunissant 362 participants. Un diagnostic de l'offre existante et un recensement des besoins par territoire à l'échelle des EPCI a ainsi été réalisé et partagé.

ACTIONS COURANTES ■

Mise à jour de la signalétique pour orienter les usagers dans leur parcours ■ 29 démarches d'accompagnement des services réalisées (réorganisations, projets de services, projets transversaux, animations de collectifs et accompagnement au changement) ■ 13 accompagnements pour transformer les pratiques et initier notamment des démarches innovantes de coopération avec les acteurs du territoire et proposer des services à l'habitant coordonnés et complémentaires ■

À RETENIR!

3

nouvelles Maisons du Département

220 000

appels téléphoniques pris en charge (91 % concernent le domaine du social)



Maison du Département

AMÉLIORATION DU BIEN-ÊTRE

Lancement de la Communauté des managers du Département

La Communauté des managers répond aux besoins exprimés par les managers d'être accompagnés et outillés par leur employeur pour mener à bien leurs missions auprès de leurs équipes. Dans un contexte de transitions et de changements permanents, elle leur offre des temps et des lieux de partage entre pairs pour faire évoluer leurs pratiques et développer une culture commune du management.

Le plan d'action de la Communauté des managers comporte plusieurs axes, dont des temps managériaux, un espace intranet dédié, la mise à disposition d'outils adaptés et une offre de formation spécifique.

Dès décembre 2024 puis à 3 reprises en 2025, les 260 managers du Département ont été invités lors de temps conviviaux à aborder des sujets tels que le budget, l'IA ou les outils managériaux mis à leur disposition. Les dernières éditions ont également été retransmises en visioconférence, en direct ou en replay pour les managers indisponibles ou éloignés de l'Hôtel du Département.

Des outils tels que le coaching avec une coach interne certifiée ont été développés et valorisés. De nouveaux outils ont été mis en place comme le codéveloppement interne avec 7 animateurs internes formés, le mode projet ou encore le parcours d'accueil d'un nouvel agent avec la check-list du 1er jour pour que les managers n'oublient rien sans charge mentale supplémentaire.

Un espace intranet dédié aux managers a été créé. Il vise à aider les managers dans leur rôle quotidien auprès de leurs agents quelle que soit la thématique : le recrutement, la santé au travail, le recadrage, la formation, la communication... Les managers y trouvent l'ensemble des outils mis à leur disposition, des guides pratiques, des schémas et illustrations explicatifs, des vidéos, des formulaires simplifiés,

des modèles de documents, une foire aux questions mise à jour régulièrement, l'actualité managériale du Département.

Une offre de mutuelle santé collective pour tous les agents

La collectivité ne proposait jusqu'à aujourd'hui aucune offre pour couvrir les frais de santé des agents et de leurs familles. Après une phase de dialogue social avec les représentants du personnel et un vote des élus, c'est l'option d'un contrat collectif à adhésion facultative qui a été retenue pour répondre au nouveau cadre législatif relatif à la protection sociale complémentaire et son volet santé. Cette proposition est assortie d'une participation employeur de 15€. Un appel public à concurrence a été lancé au printemps pour retenir le prestataire MNT (Mutuelle Nationale Territoriale) avec lequel la DRH a déployé un panel de réunions et permanences sur le territoire pour permettre aux agents de comparer cette offre avec leur contrat actuel.

Une convention signée avec le FIPH-FP

Dans le cadre du renforcement de sa politique en faveur des agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés (RQTH), la DRH a travaillé à l'établissement d'une convention avec le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées de la fonction publique (FIPH-FP). L'institution propose en effet de venir abonder les moyens que les collectivités consacrent déjà à leur politique handicap, dans 8 thématiques dont certaines sont prioritaires comme le recrutement, l'insertion professionnelle, le maintien dans l'emploi. Les crédits apportés, jusqu'à 466 000€ sur 3 ans, permettront de renforcer l'accompagnement des agents et des équipes où ils travaillent, de mieux aménager les postes et prendre en compte les besoins émergents selon leur situation. Cette convention intervient au moment où la collectivité a stabilisé l'effectif d'agents porteurs d'un handicap au taux légal requis de 6 %.

2ème conférence retraite

La suspension de la réforme des retraites au niveau national a généré beaucoup de questionnements parmi les agents proches de la retraite. C'est pourquoi la DRH a proposé une 2^{ème} conférence retraite pour tous les agents de plus de 60 ans, animée par des spécialistes de la CARSAT et de la CNRACL (régime général et régime des fonctionnaires). Une centaine d'agents y a participé.

Accueil nouveaux arrivants et guide d'accueil

Le plan d'actions « Marque employeur » déployé depuis 2024 comprenait notamment la réévaluation des journées d'accueil pour les nouveaux arrivants. Depuis 2025, la DRH et la direction de la Communication coaniment une journée totalement révisée qui se veut plus interactive, plus dynamique et plus inclusive en mêlant désormais tous les types de métiers. Un guide d'accueil leur est distribué à cette occasion avec toutes les informations pratiques pour ne pas tâtonner dans leurs premières démarches administratives.

À RETENIR !

84/100

index égalité femmes/ hommes (écarts de rémunération et de promotion entre les hommes et les femmes) : score en baisse par rapport à 2024 qui s'explique par le taux de promotion de femmes plus élevé proportionnellement à celui des hommes

8 000

jours de formation, dont :
15 % par des formateurs internes
34 % par le CNFPT
51 % par d'autres organismes

10

gestionnaires carrière-paie

MISE À JOUR DES SYSTÈMES RÉSEAUX POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ

Modernisation des solutions métiers

Le Département a conduit trois remplacements d'outils majeurs pour améliorer les processus métiers : mise en œuvre de City Moov pour le suivi des taxis dans le cadre de l'ASE ; remplacement de la gestion électronique du courrier de la MDA avec le passage d'eyafolder à Doxtream ; déploiement de la nouvelle solution AGT 360 pour la planification et le suivi des activités routières. Ces actions ont renforcé la fiabilité, la sécurité et la performance des services numériques mis à disposition des directions opérationnelles.

Migration vers Office 2021 et Windows 11

Pour renforcer la sécurité informatique et garantir la compatibilité avec les nouveaux outils, le Département a réalisé une grande campagne de migration du parc informatique. 760 PC ont été migrés vers Microsoft Office 2021 et 400 PC vers Windows 11, incluant le parc du Département et une partie du parc pédagogique des collèges. Cette évolution contribue à la sécurisation des postes, à l'homogénéisation des environnements et à la continuité des usages numériques.

Premier exercice de gestion de crise cyber

Le 5 décembre, le Département a mené son premier exercice de crise cyber, mobilisant le service Conseil en organisation et différentes directions métiers. Cette simulation a permis de tester les plans de continuité d'activité, d'évaluer les procédures internes et d'améliorer la capacité de réaction collective face à une attaque. Cet exercice constitue une étape essentielle pour renforcer la résilience du Département face aux risques cyber croissants.

ACTIONS COURANTES ■

Exploitation quotidienne des infrastructures ■ Maintenance des postes et applications, gestion des évolutions logicielles ■ Support aux agents, accompagnement des utilisateurs ■ Supervision des systèmes, maintien opérationnel des plateformes métiers ■ Cybersurveillance et sensibilisation à la cybersécurité ■ Stabilité, qualité de service et continuité numérique ■

À RETENIR !

760

PC migrés vers
Office 2021

400

PC migrés vers
Windows 11

MODERNISATION DES SITES

Restructuration de la cité scolaire Mounier Lurçat à Angers

La construction du nouveau bâtiment (demi-pension, administration...) qui a débuté en juillet constitue la première phase de ces travaux d'ampleur.

Finalisation de l'opération d'extension du collège les Fontaines à Thouarcé

Livraison des nouvelles salles de classe, des espaces extérieurs de la nouvelle cour et de la géothermie – inauguration le 3 juin 2025.

Végétalisation des cours de collèges

Deux nouvelles cours de collèges ont été renaturées : collège République à Cholet et collège Jean Racine à Saint Georges sur Loire.

Gestions de crise collèges Rostand et Saint Exupéry

Les collèges Jean Rostand à Trélazé et Saint Exupéry à Chalonnes ont connu une période de crise entraînant la fermeture temporaire des deux établissements. Le Département s'est totalement mobilisé avec de nombreuses interventions de maintenance et de travaux.

ACTIONS COURANTES ■ Plan

de maîtrise des énergies : environ 1 M € investis dans les collèges, avec notamment plusieurs projets de raccordement à des réseaux de chaleur ■ Nombreux projets d'amélioration des collèges (étanchéité de toiture, systèmes de sécurité incendie, rénovation, aménagement...) ■

À RETENIR !

14 680

interventions réalisées
au sein des collèges par
56 agents de maintenance

453

interventions de travaux
de maintenance réalisées
par des entreprises

-21 %

baisse des consommations
en énergie des collèges

INFORMER LES HABITANTS DES ACTIONS DU DÉPARTEMENT ET FAIRE RAYONNER LE TERRITOIRE

Le Département fait figure de **plateforme d'information pour les habitants** via le magazine « Anjou le mag », le site Internet, la lettre d'information et les réseaux sociaux.

Année dédiée à l'autonomie

Le Département a déployé une campagne de communication « **Plus d'autonomie pour plus de liberté** ». Une exposition photographique et une série de vidéos ont présenté 14 témoignages d'habitants bénéficiant d'un soutien du Département pour leur autonomie. L'exposition a été diffusée sur les grilles de l'hôtel du département à Angers et lors du premier salon du bien vieillir en Anjou.

Lutte contre les incivilités sur les routes départementales

Le Département a élaboré une campagne radio « Votre sécurité, notre métier » qui a pu être diffusée sur NRJ Angers, NRJ Cholet, Europe 2 Angers, Alouette Saumur, Hit West Cholet.

Promotion du territoire

Le Département promeut le territoire et va à la rencontre des publics à travers de nombreux événements : les 75 ans du Festival d'Anjou, les 40 ans du Mondial du Lion, Les accessibles, les Journées européennes du Patrimoine, la fête de la biodiversité, le salon international de l'agriculture (Paris), le forum des territoires ou encore le premier salon du bien vieillir en Anjou. Le Maine-et-Loire a accueilli le Tour de France féminin à vélo, soit 74,8 km parcourus au sein du département et trois villages d'animations proposés pour rencontrer le public (Saint-Michel-et-Chanveaux, Angers et Saumur) et récolter des fonds pour Mécénat chirurgie cardiaque. Enfin, le Département a accueilli la rencontre nationale de la communication publique, soit 1 200 communicants issus de toute la France, afin de faire rayonner l'Anjou.

À RETENIR!

403 272

exemplaires du magazine
« Anjou le mag » distribués
4 fois par an

887 903

pages vues sur
www.maine-et-loire.fr,
dont 750 000 vues uniques

53 600

abonnés sur les réseaux
sociaux : Facebook,
Instagram et LinkedIn

+ 16,5 %

abonnés sur Facebook
(+ 3 193 abonnés)

313 400

vues cumulées sur
les vidéos YouTube

101 913

visiteurs sur l'intranet et
2,9 M pages vues

1 800

exemplaires du magazine
interne « Nous le mag »
distribué 3 fois par an

DÉVELOPPER LE BIEN-ÊTRE ET LE SENTIMENT D'APPARTENANCE DES AGENTS

Le Département propose des **temps forts tout au long de l'année à ses agents pour fédérer les équipes** : la traditionnelle cérémonie des vœux ou encore le pique-nique de rentrée à l'Hôtel du Département et dans un lieu décentralisé (cette année, à la Maison du Département de Baugé). Il a relancé la cérémonie aux médailles des agents afin de gratifier les agents ayant cumulé une période importante de leur vie professionnelle au sein du Département.

La stratégie marque employeur

La collectivité promeut les métiers du Département. Elle a ainsi réalisé une deuxième vague de l'exposition « Nos agents ont du talent ». Cette exposition a bénéficié d'une communication sur les grilles du Département et les réseaux sociaux. Le Département de Maine-et-Loire valorise l'implication citoyenne de ses agents. C'est pourquoi il a décidé de lancer l'appel à projet « Coup de pouce » récompensant l'investissement des agents dans un projet associatif, qu'il soit sportif ou culturel. Six projets ont ainsi pu être retenus : Anjou Parkour academy, Les runners baugeois, Alfr'aide, Joliviteam, Feneu tennis club, Onco plein air.

Promouvoir la pratique sportive et encourager certains événements du territoire

Le Département propose régulièrement à ses agents de s'inscrire à des équipes internes au nom de la collectivité. Celles-ci rencontrent un vif succès : Marathon de la Loire (15 participants), Octobre rose Angers (135 participants), Défi 24 heures Téléthon Angers (182 participants, 2€ donnés par kilomètre parcourus, 2 489 km parcourus par les agents) Trail de l'Anjou (50 participants), Marathon relai interentreprises (30 participants), Semi-marathon de Beaufort-en-Anjou (10 participants), Génie Race (5 participants).

Partie 6

Famille départementale



75 ans du festival d'Anjou

© Bertrand Béchard

● Adil 49 (Agence départementale d'information sur le logement de Maine-et-Loire)

L'Adil de Maine-et-Loire apporte une information complète, neutre et gratuite sur toutes les questions de logement.

« Quand une question logement se pose, l'Adil s'impose. »

L'Adil apporte une information complète, neutre et gratuite sur toutes les questions logement.

L'Adil, acteur pivot de la prévention de l'impayé/expulsion

L'Adil a intégré dans son équipe le poste de « chargé de mission prévention des exclusions »

visant à consolider la stratégie départementale de lutte contre l'expulsion locative.

L'Adil accentue son rôle en faveur de l'amélioration de l'habitat

L'Adil s'est engagée, dans le cadre des « Pactes territoriaux France Rénov » du département, à massifier le conseil personnalisé en faveur de la transition énergétique des logements.

L'Adil met la data au service de l'ingénierie territoriale

Maître d'œuvre de l'observatoire départemental de l'habitat, l'Adil restructure son atlas cartographique géodécisionnel, produit de nouvelles analyses des marchés du logement et transforme la donnée en levier d'action territoriale.

200

permanences
dans tout le département

567

missions de conseil personnalisé
en faveur de l'amélioration
de l'habitat

6 639

consultations

● Alter (Anjou Loire territoire)

Alter est une entreprise plurielle et singulière. À la fois aménageur, constructeur, gestionnaire et financeur, elle est un outil unique au service du territoire. Alter accompagne par son expertise et ses compétences le développement démographique et économique du département ainsi que sa transition énergétique.

Pour que chaque territoire puisse les compétences qui lui permettront de se développer, Alter se décline en six structures complémentaires et interconnectées : Alter cités et Alter public, Alter services, Alter éco et Alter énergies. Ces cinq entités sont complétées par un Groupement d'intérêt économique : Alter GIE.

Aide au maintien des commerces en cœur de ville

Alter dispose d'une palette d'outils qui lui permet d'apporter des réponses opérationnelles aux demandes des collectivités. Alter a créé une structure dénommée Anjou Commerces et Centralités capable de maintenir les commerces en centre bourg en assurant les travaux de restructuration du site et en gérant ensuite le bien. En 2025, Alter a livré deux nouveaux projets et permis l'ouverture d'un opticien à Allonnes.

Alter Énergies, développe la production d'énergies renouvelables

Alter Énergies investit dans les énergies renouvelables en construisant et en exploitant des centrales photovoltaïques, en développant l'éolien et en s'ouvrant à toutes les sources d'énergies renouvelables de son territoire. En 2025, elle a livré de nombreux projets de centrales, de toitures et d'ombrières photovoltaïques notamment sur les territoires des Ponts-de-Cé, de Baugé-en-Anjou, Saint-Augustin des Bois...

Alter Eco, de grands projets au service du territoire

Alter Éco construit ou réhabilite des bâtiments pour le compte d'entreprises privées. Son objectif : offrir aux entrepreneurs une solution originale et adaptée de portage de leur immobilier afin d'aider leur installation ou leur développement sur le département. Elle permet ainsi à des entreprises de s'implanter sur le territoire ou de s'y développer. Sur l'année 2025, Alter Eco a engagé les travaux de la nouvelle unité industrielle de Parker à Avrillé et de Chauvat Portes à Beaupréau-en-Mauges.

155 M€

d'investissement
dans l'économie locale

1 200

équivalents logements
vendus

334

logements rénovés
dans le cadre des OPAH-RU animés
par les équipes d'Alter



● Anjou numérique

Le syndicat exerce deux compétences : offrir une connexion très haut débit et accompagner le développement de nouveaux usages numériques.

Déploiement de la fibre optique

Le syndicat a conduit le déploiement de la fibre optique pour couvrir l'ensemble des habitants et des entreprises de la zone d'initiative publique. Ce projet d'aménagement du territoire a été porté collectivement par la Région, le Département et les EPCI, et soutenu par l'État et la Banque des Territoires.

Accompagnement numérique

Anjou Numérique renforce son action en matière d'inclusion numérique, avec une montée en puissance des thématiques liées à l'intelligence artificielle et à la parentalité numérique, en appui aux collectivités locales.

Projets pilotes

Le syndicat amorce plusieurs projets innovants : la gestion des infrastructures de communications électroniques pour le compte des collectivités, les territoires durables et connectés, ainsi que des actions autour de la cybersécurité et de la parentalité numérique.

99 %

des logements et locaux professionnels du Département éligibles à la fibre

240 000

prises fibre optique déployées sur le réseau Anjou fibre, dont 70 % déjà raccordées

5 914

personnes accompagnées dans leurs usages numériques quotidiens, en individuel ou à travers 545 ateliers collectifs

● Anjou Théâtre

Anjou Théâtre est un Établissement public de coopération culturelle qui a pour mission de développer et de promouvoir la création, la diffusion et la pratique du théâtre dans le département.

Festival d'Anjou

Le Festival d'Anjou joue chaque année un rôle important dans la promotion de la scène française et le soutien à la création, en témoignant les choix artistiques proposés par Jean Robert Charrier, son directeur artistique.

Chaque année, il s'attache à conserver une cohérence dans la construction de sa programmation alliant exigence, qualité de la mise en scène, mixte des répertoires, mixte du théâtre public et du théâtre privé, et pertinence vis-à-vis des publics visés.

Les spectacles sont programmés en plein air dans les plus beaux sites patrimoniaux et dans des salles de spectacle remarquables du Maine-et-Loire. Les registres proposés sont variés : du comique au tragique, du classique au contemporain, d'un seul en scène aux pièces chorales...

Le Trail de l'Anjou

Le 1^{er} novembre 2025, à la lumière des lampes frontales, 2 courses ont été organisées :

- la course des choucas : 1,5 km / familles en duos
- la course des ombres : 12 km

Plus qu'un simple défi sportif, le Trail de l'Anjou, organisé par le Département de Maine-et-Loire, le château du Plessis-Macé et l'association Angers Terre d'Athlétisme, promet une expérience immersive sortant des sentiers battus. Sur un territoire d'une grande richesse patrimoniale et naturelle, il permet de traverser des sites historiques par des tracés inédits et de faire la rencontre de leurs mystérieux occupants.

Gestion et animation du Château du Plessis Macé

Le château du Plessis-Macé est ouvert toute l'année et propose :

- des visites patrimoniales
- des spectacles et des festivals
- l'accueil de scolaires
- des prestations entreprises
- des locations de salles

23 500

spectateurs au Festival d'Anjou

11 500

visiteurs au Château du Plessis Macé



Trail de l'Anjou

● Anjou Tourisme & attractivité

Anjou tourisme & attractivité a pour mission de mettre en œuvre la politique touristique du Département.

Organisation du Job dating « le tourisme recrute en Anjou »

Pour la deuxième fois, Anjou tourisme & attractivité a co-organisé avec Innto Angers et un large réseau de partenaires (GHR, CCI, UMIH, France Travail...) un job dating spécifique aux métiers du tourisme, inscrit dans le cadre de l'événement national : La Semaine des Métiers du tourisme. L'opportunité de trouver un stage, un job saisonnier, un CDD ou un CDI pour près de 1 000 visiteurs.

Accueil des Universités du tourisme durable en Anjou

Co-organisé avec Acteurs du Tourisme Durable, Destination Angers, Solutions&Co et Innto Angers, cet événement national a rassemblé 630 professionnels du tourisme les 9 et 10 octobre à Angers.

Au programme : conférences et tables-rondes autour de la thématique transversale du vivant et de la biodiversité, 5 éducteurs pour découvrir des initiatives inspirantes des professionnels engagés en l'Anjou.

Campagne de communication touristique nationale « Anjou, la force de la douceur »

Anjou tourisme & attractivité, en partenariat avec le Département de Maine-et-Loire, la Fédération viticole Anjou-Saumur, Destination Angers, le Bioparc de Doué-la-Fontaine, l'Abbaye royale de Fontevraud, le Parc Oriental de Maulévrier et le château d'Angers, a renouvelé en 2025 une campagne de communication nationale d'envergure. Co-construite et co-financée, cette campagne s'est de nouveau déployée en TV nationale (7 millions de contacts), en replay (9 millions d'impressions) et dans les cinémas parisiens et du grand Ouest (1 million d'entrées). L'objectif est toujours d'augmenter la notoriété de l'Anjou, de rajeunir l'image de la destination mais aussi d'allonger la durée de séjour et d'incarner le nouveau positionnement "Anjou, la force de la douceur". **Un bel exemple de coopération et de mutualisation des moyens pour faire entendre la voix de l'Anjou et faire rayonner tout le territoire !**

200

missions d'accompagnement en ingénierie auprès des collectivités et professionnels (taux de satisfaction : 9,6 / 10)

3,4 M

de visites sur anjou-tourisme.com

2,2 M€

de chiffre d'affaires direct auprès des professionnels via l'outil E-resa déployé par Anjou tourisme & attractivité



● CAUE 49

La fonction principale du CAUE est d'améliorer le cadre et les conditions de vie des citoyens dans l'ensemble du département.

Formation Urbanisme Favorable à la Santé (UFS)

Dans le cadre de sa mission de formation, les chargées de mission du CAUE ont éclairé 13 élus et techniciens de Mauges Communauté à l'Urbanisme Favorable à la Santé (UFS). À l'issue de cette journée, les participants étaient en mesure d'identifier et de comprendre les leviers qui améliorent la santé des habitants dans les projets d'aménagement :

- 1 - Clarifier ce que l'on entend par « santé, bien-être, qualité du cadre de vie »
- 2 - Mieux comprendre ce qui « produit de la santé » dans notre environnement quotidien (déterminants de santé)
- 3 - Savoir prioriser des choix d'aménagements au regard d'enjeux de santé

Nuancier du Maine-et-Loire

L'Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine (Udap) et le CAUE de Maine-et-Loire se sont associés pour élaborer un nouveau guide couleur du Maine-et-Loire disponible en ligne : www.nuancier49.fr

Dans la volonté de préserver et valoriser les identités locales en matière de patrimoine et d'architecture, le nouveau nuancier du Maine-et-Loire a pour ambition d'apporter les clés de connaissance et de compréhension du rôle de la couleur dans notre quotidien, qu'il concerne des éléments naturels ou bâtis. Ainsi, avec ses références appropriées à la localisation des projets, ce guide aidera les maîtres d'ouvrage à faire des choix pertinents et harmonieux.

Exposition "Arbres remarquables d'Anjou"

En 2003, le CAUE de Maine-et-Loire, en collaboration avec le Département, présentait une exposition sur les arbres remarquables qui a rencontré un

grand succès et donné lieu à la publication de l'ouvrage « Arbres remarquables de Maine-et-Loire ».

En 2025, le CAUE a renouvelé cette exposition avec la FNE Anjou à partir de la mise en commun de l'inventaire réactualisé.

« Arbres remarquables du Maine-et-Loire » est une exposition pédagogique et engageante qui révèle la beauté et les mystères des arbres de ce territoire. En mettant en lumière les spécimens les plus remarquables par leur histoire, leur taille, leur âge ou leurs singularités, l'exposition invite les visiteurs à explorer le rôle essentiel des arbres dans nos écosystèmes.

4 760

missions d'études réalisées
en 47 ans d'existence

● Inovalys

Inovalys est l'un des plus grands laboratoires publics de France. Son siège social est à Angers. Il intervient pour des donneurs d'ordres publics et des clients du secteur privé.

Sa mission première est de garantir à ses clients un service de proximité, performant et compétitif, impartial et indépendant, dans les différents domaines.

Travail de recherche sur la chromatographie haute résolution

Finalisation et valorisation d'un travail de recherche initié en 2022, consacré au développement et à l'optimisation de méthodes analytiques en chromatographie haute résolution pour la quantification des pesticides et des résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments et dans les eaux.

Ce projet, mené dans le cadre d'une thèse universitaire, a abouti à la soutenance et à l'obtention d'un diplôme de doctorat en décembre 2025, marquant l'aboutissement scientifique et académique de ce programme de recherche.

Gestion de crise liée à l'épidémie d'influenza aviaire

Mobilisation renforcée du laboratoire à la fin de l'année 2025 dans le cadre d'un nouvel épisode d'influenza aviaire hautement pathogène, touchant à la fois la faune sauvage et les élevages commerciaux.

Le laboratoire a ainsi été pleinement engagé dans la gestion de crise, en assurant la réception et l'analyse d'un volume accru d'échantillons, la transmission en urgence des résultats aux autorités compétentes et le soutien technique aux acteurs de terrain.

Alertes sanitaires alimentaires : dépistage renforcé

Mise en œuvre d'un programme renforcé de dépistage des *Escherichia coli* STEC dans les viandes et les produits laitiers à la suite d'une alerte sanitaire nationale, impliquant une intensification immédiate des contrôles analytiques.

Parallèlement, une intervention d'urgence a été organisée durant le week-end du 15 août, mobilisant les équipes afin de gérer une situation

critique liée à la contamination de fromages par des *Listeria monocytogenes*. Cette mobilisation exceptionnelle a permis la réalisation de 490 opérations de retraits-rappels, en coordination avec les autorités sanitaires et les opérateurs concernés, afin de prévenir tout risque pour les consommateurs et empêcher rapidement la diffusion des produits contaminés sur le territoire national.

560

scientifiques

6,5 M

d'analyses réalisées en 2025

20 000

clients

● Meldomys avec sa filiale Jaxed

La nature au cœur de nos projets immobiliers

Chaque projet immobilier est une opportunité d'agir en faveur de la biodiversité, de la protection des espèces et des écosystèmes locaux, affirmant notre volonté d'intégrer le vivant à toutes les étapes de la vie d'un bâtiment, de la conception à la réhabilitation.

Préserver la nature n'est pas une option, nos équipes veillent à limiter l'impact de nos opérations et à créer les conditions favorables au maintien, voire au retour, de la biodiversité.

Meldomys récompensé pour son innovation managériale au Congrès HLM 2025

Chez Meldomys, l'intégration ne se limite pas à une simple présentation

des locaux. Chaque nouveau collaborateur bénéficie d'un véritable passeport d'intégration, qui lui permet, dans un délai de six mois, de :

- Rencontrer l'ensemble des directions et services de l'office
- Comprendre le rôle et les missions de chacun
- Participer à une commission d'attribution de logement afin de saisir concrètement le cœur de la mission sociale du groupe Meldomys

Ce dispositif favorise les échanges, renforce la culture d'entreprise et crée un sentiment d'appartenance dès les premiers mois.

Changement de gouvernance chez Jaxed : Yann Semler-Collery

En mars 2025, Yann Semler-Collery a pris la présidence de Jaxed, succédant ainsi à Étienne Glénot. Doté d'une vaste expérience en tant que Conseiller départemental

de Chemillé-en-Anjou et vice-Président en charge de la culture et du patrimoine au Conseil départemental de Maine-et-Loire, Yann Semler-Collery apporte son expertise et sa vision pour propulser Jaxed vers de nouveaux horizons.

14 377

logements locatifs
+ 1 928 en foyers ou structures

243

logements livrés

520

logements locatifs améliorés

● Parc départemental de l'Isle Briand

Espace naturel d'exception, le parc de l'Isle Briand est un lieu emblématique du sport équestre. Entre compétitions équestres de renom, événements culturels et engagements environnementaux, il fait rayonner son territoire bien au-delà de ses frontières.

Une boucle équestre entre rives et villages de charme

Le parc de l'Isle Briand a accueilli une boucle équestre permanente pensée pour conjuguer sport, nature et accessibilité. Sécurisé et balisé, cet itinéraire permet aux cavaliers de parcourir le territoire dans un cadre naturel préservé.

Le parcours traverse une grande diversité de paysages : chemins de halage le long de la Mayenne, passages en sous-bois, prairies ouvertes et sentiers plus confidentiels. Il offre une immersion progressive dans les paysages de l'Anjou, au fil de l'eau et de la campagne. L'itinéraire relie également plusieurs communes labellisées « Village de charme » : Grez-Neuville, Champteussé-sur-Baconne et Thorigné-d'Anjou.

Les Folies du Lion : un rendez-vous culturel ancré dans la nature

Les Folies du Lion ont rassemblé près de 3 500 visiteurs au parc de l'Isle Briand. Les allées et les divers espaces ont servi de décor aux spectacles et animations, mettant en valeur la richesse paysagère et la biodiversité du site.

Un spectacle nocturne intégrant la présence des chauves-souris a illustré cette volonté de dialogue entre création artistique et environnement vivant. Ce rendez-vous confirme la place du parc comme lieu de culture accessible à tous. Le 13 juin 2026, l'événement célébrera sa 5^{ème} édition.

40 ans du Mondial du Lion : un cap historique

Le Mondial du Lion a célébré ses 40 ans et ouvre un nouveau chapitre de son histoire. Pour la première fois, l'événement a accueilli un partenaire titre, marquant une étape dans son développement.

Organisée sur 3 jours et demi avec une reprise de dressage raccourcie, cette édition a proposé un format plus concentré et fluide. Du 16 au 19 octobre, plus de 46 000 visiteurs – un record – se sont réunis au Lion d'Angers pour célébrer quatre décennies de sport.

31 KM

distance de la première boucle équestre des Vallées du Haut-Anjou (qui démarre dans le parc)

40 ANS

d'histoire pour le Mondial du Lion

46 000

spectateurs au Mondial du Lion, pour l'édition anniversaire



● Produit en Anjou

Produit en Anjou est une marque et un collectif engagé pour la promotion des produits, services et savoir-faire du Maine-et-Loire. Véritable ambassadeur du territoire, le réseau fédère aujourd'hui des acteurs issus de secteurs variés : agroalimentaire, artisanat, industrie, services, végétal et art de vivre.

Le Marché de l'Anjou

Organisé à l'occasion des Journées européennes du patrimoine, le Marché de l'Anjou est devenu un événement phare de la marque. Installé au cœur d'Angers, il offre aux visiteurs l'opportunité de découvrir et de rencontrer les producteurs, artisans et entrepreneurs qui font rayonner les savoir-faire angevins.

● Sdis 49

Le Sdis est l'établissement qui gère les sapeurs-pompiers. Il exerce des missions de prévention et d'évaluation des risques, de protection des personnes, de lutte contre l'incendie et de secours d'urgence.

Le Sdis lance sa réserve citoyenne

Composée de 41 membres bénévoles, dont trois femmes, tous anciens sapeurs-pompiers, cette réserve incarne une nouvelle forme d'engagement. Les réservistes prennent part à des exercices, contribuent à des actions de sensibilisation et de valorisation du SDIS, accompagnent les jeunes sapeurs-pompiers et apportent leur soutien lors d'événements majeurs. Le recrutement de neuf réservistes supplémentaires au cours de l'année 2026 visera à atteindre l'objectif de 50 engagés.

Des sapeurs-pompiers professionnels intègrent le Centre d'Incendie et de Secours de Baugé

Les regroupements de centres et la mixité statutaire constituent des leviers majeurs pour optimiser l'organisation des secours. À l'image de Doué-en-Anjou et Chemillé-en-Anjou en 2024, le centre de Baugé est désormais placé sous la responsabilité d'un officier

Le Salon du Made in France

Dans sa volonté de développer la notoriété du territoire au niveau national, Produit en Anjou participe également au Salon du Made in France (MIF Expo) à Paris. Aux côtés de nombreuses entreprises adhérentes, d'Anjou Tourisme et du Département, la marque valorise l'excellence de la fabrication de l'Anjou et la diversité des productions locales.

260

entreprises adhérentes

6 000

emplois représentés

550

produits et services labellisés

700 M€

chiffre d'affaires cumulé

professionnel, appuyé par un adjoint volontaire et des équipages mixtes. Sept sapeurs-pompiers professionnels ont ainsi rejoint le centre afin de renforcer les effectifs et soutenir les sapeurs-pompiers volontaires.

Véhicules : rajeunissement et polyvalence

La mise en œuvre du plan pluriannuel d'acquisition se poursuit avec la mise en service de plus de 30 engins neufs, contribuant au rajeunissement et à la polyvalence du parc. La transformation de camions-citernes feux de forêts (CCF) en camions-citernes feux de forêts urbains (CCFU) participe également à cet objectif. Les premiers engins issus du pacte capacitaire signé en 2023 entre l'État et le Sdis ont été réceptionnés. Ce dispositif vise à renforcer la lutte contre les feux d'espaces naturels.

41 773

interventions

320

employeurs de sapeurs-pompiers volontaires s'engagent à faciliter leurs disponibilités



© CD49

Partie 7

Informations financières



© Bertrand Becharod

RÉALISATIONS BUDGÉTAIRES PAR COMPÉTENCES

	Investissement			Fonctionnement		
	Dépenses	Recettes	Charge	Dépenses	Recettes	Charge
Commission autonomie	868 109,12	0	868 109,12	207 698 615,93	60 529 132,05	147 169 483,88
1.1 - Autonomie des personnes âgées et leurs parcours résidentiels	868 109,12	0	868 109,12	84 416 036,99	36 426 217,75	47 989 819,24
1.2 - Autonomie des personnes en situation de handicap et leurs parcours résidentiels	0	0	0	117333169,48	20183848,45	97 149 321,03
1.3 - Développement de la politique autonomie en territoire	0	0	0	5 949 409,46	3 919 065,85	2 030 343,61
Commission Santé- Enfance - Famille	17 020,53	0	17 020,53	178 922 409,67	7 096 107,11	171 826 302,56
2.1 - Prévention et promotion de la santé	12 153,39	0	12 153,39	1 068 903,71	225 121,48	843 782,23
2.2 - Prévention et protection de l'enfance	4 867,14	0	4 867,14	177 220 661,11	6 134 423,63	171 086 237,48
2.3 - Action sociale départementale	0	0	0	632 844,85	736 562,00	-103 717,15
Commission Insertion - Habitat - Logement	26 267 861,12	26 096 530,01	171 331,11	110 177 255,43	56 483 964,52	53 693 290,91
3.1 - Insertion	36 000,00	0	36 000,00	103 520 963,72	53 831 803,18	49 689 160,54
3.2 - Logement	0	0	0	4 882 175,76	1 255 258,34	3 626 917,42
3.3 - Habitat	26 231 861,12	26 096 530,01	135 331,11	1 774 115,95	1 396 903,00	377 212,95
Commission réussite éducative et sportive	13 791 769,34	6 650 034,47	7 141 734,87	28 573 814,94	437 335,69	28 136 479,25
4.1 - Collèges	13 638 559,07	6 650 034,47	6 988 524,60	26 342 593,82	411 123,69	25 931 470,13
4.2 - Education-Jeunesse	30 000,00	0	30 000,00	1 155 058,96	26 212,00	1 128 846,96
4.3 - Sport	123 210,27	0	123 210,27	1 076 162,16	0	1 076 162,16
Commission culture et patrimoine	580 684,22	3 060,80	577 623,42	4 588 530,11	617 783,35	3 970 746,76
5.1 - Une culture partagée avec l'ensemble des territoires	4 996,13	0	4 996,13	809 115,51	51 843,44	757 272,07
5.2 - Une culture accessible pour tous	0	0	0	836 752,00	3 760,00	832 992,00
5.3 - Une culture innovante et attractive	6 965,46	0	6 965,46	2 037 024,50	169 660,50	1 867 364,00
5.4 - Un patrimoine sauvegardé et valorisé	568 722,63	3 060,80	565 661,83	903 138,10	392 519,41	510 618,69
5.5 - Subventions exceptionnelles	0	0	0	2 500,00	0	2 500,00
Commission attractivité et équilibre territorial	25 636 913,63	2 358 388,49	23 278 525,14	9 524 131,27	3 439 164,61	6 084 966,66
6.1 - Mobilités	22 199 123,98	2 270 497,50	19 928 626,48	5 830 917,79	2 353 567,76	3 477 350,03
6.2 - Développement	3 208 700,16	27 750,00	3 180 950,16	1 350 938,48	1 041 138,00	309 800,48
6.3 - Tourisme	229 089,49	60 140,99	168 948,50	2 342 275,00	44 458,85	2 297 816,15

Commission transition écologique	6 559 027,42	112 734,63	6 446 292,79	2 785 611,43	3 522 656,56	-737 045,13
7.1 - Transition écologique et énergétique	0	0	0	35 610,75	0	35 610,75
7.2 - Espaces Naturels Sensibles et biodiversité	963 550,37	0	963 550,37	752 614,92	2 698 721,91	-1 946 106,99
7.3 - Rivières et cycles de l'eau	5 418 528,06	112 734,63	5 305 793,43	1 557 330,64	717 499,96	839 830,68
7.4 - Agriculture et alimentation	176 948,99	0	176 948,99	430 013,00	106 434,69	323 578,31
7.5 - Subventions exceptionnelles	0	0	0	10 042,12	0	10 042,12
Commission Ressources	6 096 245,25	769 940,59	5 326 304,66	141 074 571,84	10 760 776,66	130 313 795,18
8.1 - Ressources humaines, santé et prévention	27 262,39	0	27 262,39	124 901 860,92	7 893 074,60	117 008 786,32
8.2 - Gestion immobilière	4 511 132,37	769 876,51	3 741 255,86	5 458 005,94	2 110 511,31	3 347 494,63
8.3 - Logistique	638 374,38	64,08	638 310,30	1 436 499,79	107 727,53	1 328 772,26
8.4 - Systèmes d'information	796 800,96	0	796 800,96	3 276 665,34	80 668,21	3 195 997,13
8.5 - Communication	61 042,59	0	61 042,59	885 402,38	21 039,00	864 363,38
8.6 - Assemblée	0	0	0	2 511 168,52	0	2 511 168,52
8.7 - Affaires juridiques et documentation	35 856,00	0	35 856,00	2 370 417,22	547 756,01	1 822 661,21
8.8 - Prospective et transformation de l'organisation	25 776,56	0	25 776,56	234 551,73	0	234 551,73
Commission Finances	55 042 777,10	63 897 547,74	-8 854 770,64	54 388 293,51	663 586 992,56	-609 198 699,05
9.1 - Gestion des ressources	0	8 498 304,02	-8 498 304,02	14 045 688,00	632 674 326,28	-618 628 638,28
9.2 - Gestion de la dette	45 482 969,32	45 380 907,64	102 061,68	7 571 318,91	817 874,98	6 753 443,93
9.3 - Traitement des opérations comptables	0	9 569 955,20	-9 569 955,20	592 154,60	107 755,40	484 399,20
9.4 - Accompagnement des organismes satellites	2 000 000,00	0	2 000 000,00	32 121 112,00	0	32 121 112,00
9.5 - Solidarités nationales et internationales	0	448 380,88	-448 380,88	17 000,00	0	17 000,00
9.6 - Subventions exceptionnelles	0	0	0	41 020,00	0	41 020,00
TOTAL	134 860 407,73	99 888 236,73	34 972 171,00	737 733 234,13	776 486 877,21	-38 753 643,08

COMPARAISON DES PRINCIPAUX RATIOS ENTRE LE DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE ET L'ENSEMBLE DES COLLECTIVITÉS DÉPARTEMENTALES (EN EURO PAR HABITANT)

	Département de Maine-et-Loire CA 2024*»	Ensemble des départements (données CA 2023)	Département de Maine-et-Loire CA 2025*»	Ensemble des départements (données CA 2024)
Dépenses réelles de fonctionnement/ population	872,09 €/h	979 €/h	846,86 €/h	1013 €/h
Recettes réelles de fonctionnement/ population	915,34 €/h	1091 €/h	880,50 €/h	1087 €/h
Dépenses d'équipement brut/population	65,17 €/h	129 €/h	50,34 €/h	125 €/h
Encours de dette/population	339,91 €/h	479 €/h	338,56 €/h	512 €/h
Dotations globales de fonctionnement/ population	111,33 €/h	119 €/h	111,20 €/h	118 €/h
Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	21,03%	21,70%	21,52%	21,50%
Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement	99,6%	94,4%	100,8%	97,7%
Épargne brute / recettes réelles de fonctionnement	4,8%	ND	5,2%	ND
Épargne nette / recettes réelles de fonctionnement	0,5%	ND	0,6%	ND
Encours de dette au 31 décembre / recettes réelles de fonctionnement	37,1%	43,9%	38,5%	47,1%
Encours de dette au 31 décembre / épargne brute	7,8	4,3	7,4	6,7

*Les recettes réelles de fonctionnement intègrent la mobilisation de la réserve des DMTO pour un montant de 20,2 M€ en 2024 et 5,1 M€ en 2025

